



BUDGET 2025

Rapport d'orientations budgétaires

Version au 31 janvier 2025

Conseil métropolitain du 24 février 2025

Le Code général des collectivités territoriales prévoit qu'un débat sur les orientations budgétaires doit se tenir dans les dix semaines qui précèdent l'adoption du budget.

Ce débat s'appuie sur un rapport, dont le contenu est strictement défini par la loi. Il comprend notamment, pour le budget principal comme pour les budgets annexes, les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement, l'évolution du besoin de financement annuel, la présentation des engagements pluriannuels, des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et une présentation des principaux éléments de gestion des ressources humaines.

La préparation du budget pour 2025 intervient dans un contexte de forte incertitude économique et financière, dont les enjeux sont présentés dans ce rapport. Elle s'appuie également sur la situation financière de la Métropole issue de l'exercice 2024. Les résultats provisoires indiquent une situation très saine, signifiant que la Métropole a conservé sa capacité financière pour agir et investir au bénéfice du territoire et de ses habitants.

Ainsi, le projet de budget se révélera particulièrement ambitieux, et comme pour les années passées, la construction de son budget pour 2025 vise trois principaux objectifs :

- La parfaite stabilité des taux d'imposition pour lesquels la Métropole est décisionnaire ;
- Des dépenses d'équipement (programme annuel d'investissement) totalisant près de 124 M€, ce afin de mener à bien les projets du mandat en cours ;
- Le soutien financier aux communes avec le maintien des différents dispositifs existants et la mise en place de deux nouveaux fonds de concours avec l'acte 3 du fonds vert métropolitain et un fonds exceptionnel d'investissement.

Ce rapport d'orientations budgétaires présente ainsi les principaux déterminants des équilibres à construire. C'est sur base, que dans un second temps, le détail du budget et des opérations sera établi dans le cadre du projet de budget.

Sauf mention contraire, les données financières présentées ici sont en millions d'euros (M€).

Sommaire :

1. Le contexte d'élaboration du budget primitif pour 2025
2. Les orientations budgétaires du budget principal
3. Prospective budgétaire 2025-2030 du budget principal
4. Les orientations budgétaires des budgets annexes
5. Prospective budgétaire 2025-2030 des budgets annexes
6. Présentation consolidée des orientations budgétaires
7. Situation en matière de ressources humaines
8. Annexes

1. Le contexte d'élaboration du budget primitif pour 2025

1.1. Les projections macroéconomiques de la Banque de France de décembre 2024

Ces projections macroéconomiques ont été finalisées dans un contexte national et international d'incertitudes accrues, avec des hypothèses de finances publiques conduisant à une réduction sensible du déficit public à 5 % du PIB en 2025.

Après une année 2024 avec une croissance du PIB à +1,1 %, celle de l'année 2025 serait de +0,9 %, 2026 et 2027 de +1,3%. L'activité économique resterait donc ralentie en 2025, avant de se raffermir en 2025 et 2026.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), a reculé sensiblement en 2024 et devrait retomber en moyenne annuelle à 2,4 % (+5,7% en 2023). Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

1.2. La Loi du 20 décembre 2024 spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances

L'adoption d'une motion de censure le mercredi 4 décembre 2024 a mis fin aux débats relatifs au projet de loi de finances pour 2025 déposé le 10 octobre 2024 à l'Assemblée nationale.

Cela signifie que les mesures prévues par ce projet de loi de finances pour faire participer les collectivités territoriales au redressement des finances publiques, tout comme les possibilités ouvertes lors de la discussion parlementaire de disposer de nouvelles ressources fiscales, ne sont pas entrées en vigueur au 1er janvier 2025.

Pour mémoire, ce projet de loi de finances aurait induit une perte estimée à 7,6M€ pour les finances 2025 de la métropole avec les mesures suivantes :

Mesures	Montant
Contribution au redressement des finances publiques	3,8M€
Cotisations CNRACL	1,4M€
Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité	0,7M€
FCTVA	1,0M€
Dotations de l'Etat	0,7M€
Total :	7,6M€

L'absence de loi de finances, bien qu'exceptionnelle, est néanmoins régie par le droit public financier avec l'adoption d'une loi spéciale autorisant le Gouvernement à percevoir les impôts existants. Cette autorisation emporte la reconduction des prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales, afin d'assurer la continuité de leur fonctionnement.

L'autorisation de percevoir les impôts prévus par l'article 1 de la loi spéciale concernant les recettes, permet la reconduction des prélèvements sur recettes. La DGF, incluse dans les prélèvements sur recettes, sera reconduite à son montant 2024. La DGF sera donc versée selon les modalités habituelles sur la base du montant 2024, jusqu'au vote de la loi de finances pour 2025. Le FCTVA et la fraction de TVA inclus dans les prélèvements sur recettes sont aussi maintenus.

Les dépenses déjà engagées en 2024 bénéficieront de la DETR, de la DSIL et du Fonds vert. Les nouvelles demandes 2025 de subventions DETR, DSIL ou Fonds vert ne pourront être financées en l'absence de loi de finances pour 2025. En effet, la DETR, la DSIL et le Fonds vert ne font pas partie des prélèvements sur recettes mais du programme 119 de la mission «relations avec les collectivités territoriales».

1.3. Rappel des dispositions de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027

Publiée le 19 décembre 2023, la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027 prévoit que "les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées", mais avec un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement qui n'est pas contraignant.

Cet objectif est une baisse de leurs dépenses de fonctionnement par rapport à l'inflation en volume par an sur le quinquennat :

Années	2024	2025	2026	2027
Inflation (données actualisées)	+2,1%	+1,8%	+1,8%	+1,8%
Evolution maximum des dépenses réelles de fonctionnement	+1,6%	+1,3%	+1,3%	+1,3%

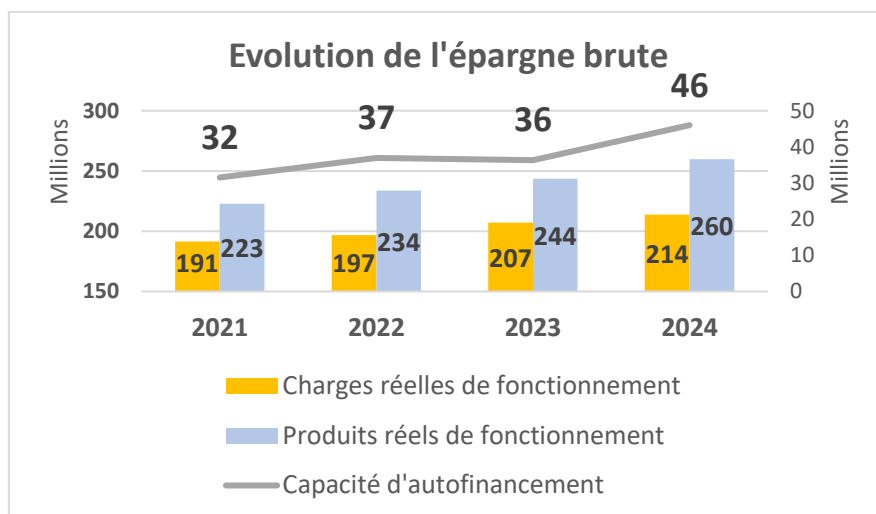
En outre, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales doit présenter son objectif concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de sa section de fonctionnement. Ces éléments sont présentés, d'une part, pour les budgets principaux et, d'autre part, pour chacun des budgets annexes.

1.4. L'évolution de la situation financière de 2021 à 2024 du budget principal

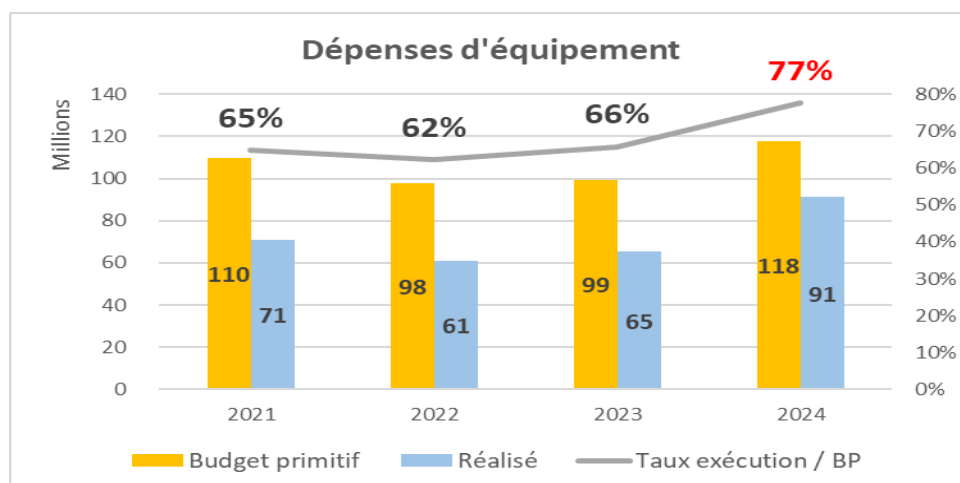
La rétrospective budgétaire sur les années 2021 à 2024 permet d'apprécier l'évolution de la situation financière de la Métropole au cours de ces dernières années.

Il est précisé que les données de l'exercice 2024 sont provisoires puisque le compte administratif 2024 est en cours de finalisation et sera présenté à la séance du conseil métropolitain de fin mars 2025.

L'épargne brute progresse entre 2021 et 2024 de +46% en raison d'une plus forte dynamique des recettes réelles de fonctionnement (+16%) par rapport à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (+12%) :

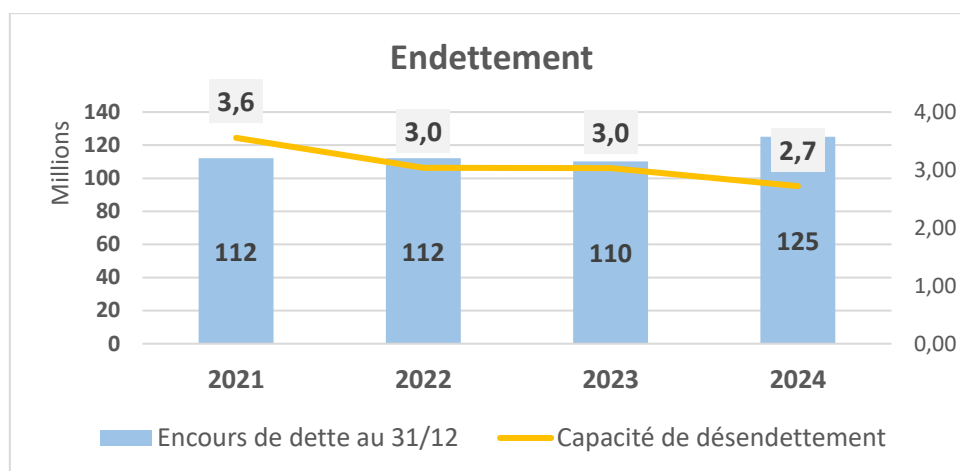


Le montant et le taux d'exécution des dépenses d'équipement augmentent significativement en 2024 avec +26M€ et +12 points par rapport à 2023 :



Ce montant 2024 de 91M€ est le niveau de dépenses de l'actuel mandat 2020-2026.

Le niveau de l'endettement augmente (+15M€), mais reste maîtrisé puisque la durée de désendettement devient légèrement inférieure à 3 ans :

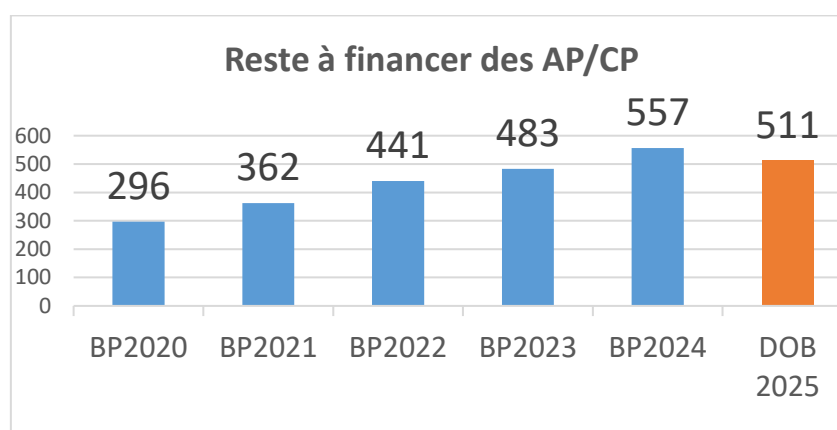


Il ressort de ces indicateurs financiers que la situation financière au niveau du budget principal de la métropole est « très saine » à la fin de l'exercice 2024.

C'est ainsi que les résultats provisoires de 2024 qui seraient repris au BP 2025 ressortent aux niveaux suivants :

En M€	2023	2024 *
Résultats de clôture :		
Résultat de fonctionnement	25,1	39,7
Solde d'investissement	5,0	-9,1
Total :	30,0	30,7
Reprise au BP N+1 (affectation) :		
> 002 en Fonctionnement (recette)	25,1	30,7
> 001 ou 1068 en Investissement (recette)	5,0	9,1
> 001 en Investissement (dépende)	0,0	-9,1
Total :	30,0	30,7

Il faut cependant souligner que le reste à financer des AP/CP a fortement augmenté ces dernières années :



Il est donc nécessaire de mesurer la capacité de la métropole à financer son programme d'investissement : cf. partie 3 avec la prospective budgétaire.

2. Les orientations budgétaires du budget principal

2.1. Section de fonctionnement

❖ Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement seraient prévus à hauteur de 279,9M€ en augmentation de 4,8M€ par rapport au BP 2024.

Produits réels de fonctionnement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
002 Résultat reporté	25,1	25,1	30,7	5,6	22,4%
70 Produits des services	21,2	21,4	21,0	-0,1	-0,7%
73 Impôts et taxes	174,5	174,3	174,5	0,0	0,0%
74 Dotations et participations	48,8	51,0	49,4	0,6	1,2%
Autres produits	5,5	13,0	4,2	-1,2	-22,8%
Total Recettes réelles	275,1	284,8	279,9	4,8	1,7%

Le **résultat reporté** de 2024 sur 2025 atteindrait 30,7M€, en nette augmentation par rapport à celui repris au BP2024 (+5,6M€).

Le CA 2024 sera présenté au conseil métropolitain de fin mars 2025, mais il peut d'ores et déjà être précisé que les recettes suivantes comptabilisées en 2024 ne sont pas prévues en 2025 :

- les cessions d'immobilisations qui totalisent 2,6M€ et qui sont comptabilisées en section de fonctionnement (ligne autres produits), alors que les prévisions budgétaires s'inscrivent en section d'investissement (voir ci-après) ;
- des annulations de charges rattachées pour 2,9M€,
- des bonis issus de concessions publiques d'aménagements pour 1,2M€.

Les **produits des services** sont évalués à 21M€, soit un niveau quasi constant. Ces recettes sont pour l'essentiel constituées des remboursements de mise à disposition de personnel aux communes, de remboursements de frais et des redevances d'occupation du domaine public. Elles comprennent également le produit de la revente de matières issues du recyclage des déchets qui serait en diminution en raison de la forte baisse du cours de ces matières.

Le produit des **impôts et taxes** est la première source de financement de la section de fonctionnement, avec un produit attendu de 174,5M€ qui reste constant par rapport au BP2024 (absence de dynamisme)

Le tableau suivant présente les taux d'imposition tels qu'envisagés dans le cadre des orientations budgétaires.

Taux fiscalité	2020	2025	Evol.
TEOM	8,96%	10,84%	+21%
Taxe Foncier bâti	0,00%	0,00%	0%
Taxe Foncier non bâti	2,18%	2,18%	0%
Cotisation foncière des entreprises	33,67%	23,37%	0%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	23,37%	8,91%	0%

Ainsi, les taux d'imposition seraient maintenus au niveau de 2024 et resteraient inchangés depuis 20.20, sauf en matière de TEOM).

Le projet de budget se fondera sur une hypothèse d'évolution des bases des habitations et locaux assimilés de +1,7%, correspondant à la revalorisation annuelle attendue, qui influe sur le produit fiscal attendu en matière de taxe d'habitation des résidences secondaires et des logements vacants, du foncier non bâti et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Cette revalorisation génère un produit fiscal supplémentaire limité eu égard à la relative faiblesse des montants concernés, sauf en matière de TEOM avec un produit fiscal en hausse de **+0,7M€** par rapport au CA 2024 pour atteindre 50,4M€.

En termes de fiscalité d'entreprise et s'agissant de la cotisation foncière entreprise (CFE), l'anticipation est une hausse des bases de +2% telle qu'annoncée par les services fiscaux sur la base des données des établissements dominants. Ainsi, le produit fiscal estimé en matière de CFE atteint 31,3 M€ pour 30,7M€ perçus en 2024 (**+0,6M€** par rapport au CA 2024).

A noter que cette augmentation est significativement moindre que celle obtenue en 2024 (+5M€) qui s'expliquait par la refonte du barème des bases minimales.

S'agissant de la taxe sur les surfaces commerciales, il est difficile d'en appréhender l'évolution prévisionnelle. En effet, alors que les services fiscaux nous notifiaient fin mars 2024 un produit fiscal prévisionnel 2024 de 4,7M€, en baisse de -12% par rapport à celui de l'année 2023 (5,4M€ perçus), ce sont au final 6,2M€ qui ont été perçus (soit +30%). Aussi, à titre prudentiel, ce sont 5,4M€ qui sont prévus en 2025 (**-0,8M€** par rapport au CA 2024).

Pour mémoire, la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) ne sont plus perçues par la Métropole et sont compensées par l'attribution d'une quote-part du produit de TVA.

Cette quote-part du produit de TVA est indexée selon la variation du produit national de TVA prévue à hauteur de +0%, ce qui n'empêche pas d'évolution du produit fiscal maintenu à **77 M€** en 2025 par rapport au CA 2024.

Pour mémoire, la notification par les services fiscaux de fin mars 2024 du produit prévisionnel 2024 était de 80,6M€, mais n'a pas été confirmée, puisqu'en novembre 2024, ce sont 3,4M€ d'ajustement à la baisse qui nous ont été notifiés

La Métropole prélève la taxe GEMAPI depuis 2022 pour le financement de la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations.

Cette gestion porte notamment sur des travaux de confortement des digues de la Loire et du Cher, pour le franchissement des barrages, des actions de lutte contre la prolifération des plantes invasives dans les cours d'eau, le financement des syndicats de rivières et du Plan Loire Grandeur Nature 5.

Ces dépenses nécessitent un produit fiscal fixé à 1,9M€ pour 2025, soit la reconduction du montant déjà prélevé depuis la création de cette taxe.

La répartition 2024 de ce produit fiscal a été la suivante :

Répartition produit fiscal 2024	Taux Gemapi	Bases fiscales	Produit fiscal	Part produit fiscal
Taxe habitation résidences secondaires	0,533%	32 822 463	175 050	9%
Taxe foncières sur les propriétés bâties	0,349%	397 748 363	1 388 254	72%
Taxe foncières sur les propriétés non bâties	0,658%	2 502 837	16 466	1%
Cotisation foncière des entreprises	0,264%	131 227 572	345 803	18%
		TOTAL :	1 925 573	100%

La Métropole sera donc amenée à voter le montant du produit fiscal attendu en 2025 qui sera ensuite réparti par les services fiscaux au prorata des bases prévisionnelles entre les contribuables assujettis à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, à la cotisation foncière des entreprises et aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties.

La taxe de séjour a rapporté quant à elle 3,3M€ en 2024 et ce produit est estimé pour 2025 prudemment à 3,2M€ (-0,1M€).

Enfin, des rôles supplémentaires ont été perçus en 2024 (0,5M€), dont la plupart portent sur de la CFE, mais ce produit ne peut pas être intégré aux prévisions 2025 de par son caractère imprévisible.

Il est anticipé, pour les **dotations et participations**, une baisse identique à celle des années passées, et donc sans ponction complémentaire de la part de l'Etat décidée par le futur projet de loi de finances 2025.

Le produit attendu atteint 49,4M€ et intègre la dotation globale de fonctionnement, composée de la dotation forfaitaire pour 11,28M€, et la dotation de compensation, prévue en baisse de 1,6% avec 23,85M€. Au total, la DGF passerait ainsi de 35,6M€ en 2024 à 35,1M€ en 2025 **(-0,5M€)**.

Les compensations d'exonération de contribution économique territoriale (CET), principalement liées à la réduction des valeurs locatives des entreprises industrielles de 2021, seraient maintenues (5,6M€).

Les **autres produits de fonctionnement** sont prévus à hauteur de 4,2M€ et ne peuvent anticiper le volume des régularisations comptables opérées (recettes incertaines). Pour rappel, le CA 2024 qui atteint 13M€ intègre ces écritures de régularisations comptables (2,9M€), celles liées aux cessions d'immobilisations (2,6M€) et enfin des bonis issus de concessions publiques d'aménagements (1,2M€).

❖ Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement s'élèveraient à 227,4M€ en 2025, en augmentation par rapport au BP 2024 de 10,7M€.

Le tableau suivant fait état des évolutions attendues par chapitre :

Charges réelles de fonctionnement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
011 Charges générales	70,1	66,1	68,2	-1,9	-2,7%
012 Charges de personnel	75,1	73,4	76,6	1,4	1,9%
014 Atténuations de produits	51,2	49,5	47,3	-3,9	-7,6%
65 Autres charges courantes	17,5	22,0	29,2	11,7	66,8%
65 Contribution SMT	0,0	0,0	3,0	3,0	-
66 Charges financières	2,4	2,3	3,1	0,6	26,2%
Autres charges	0,4	0,3	0,1	-0,2	-71,1%
Total Dépenses réelles	216,7	213,7	227,4	10,7	4,9%

Les **charges à caractère général** comprennent des charges de nature très diverses : achats de fournitures, prestations de services, impôts et taxes. Ces charges sont prévues à hauteur de 68,2M€, en diminution par rapport au BP2024 de 1,9M€ en lien avec les objectifs de la lettre de cadrage d'une réduction des crédits de -2%.

Les **charges de personnel** s'élèveraient à 76,6M€ en 2025.

La progression de 1,4M€ par rapport au BP2024 s'explique principalement avec la hausse du taux de cotisation URSSAF (+0,3M€), de CNRACL (+1M€), le GVT (+0,4M€), et la vacance frictionnelle (-0,3M€).

L'annexe à ce rapport en fin de document « Ressources humaines » et plus particulièrement la partie « Les principaux facteurs de variation pour 2025 » précisent les éléments pris en considération qui aboutissent à cette prévision budgétaire 2025.

Les **atténuations de produits** correspondent à des réfections sur les recettes de fonctionnement, en application du cadre légal. Il s'agit du versement de l'attribution de compensation aux communes (36M€) et de la dotation de solidarité communautaire (DSC avec 6,8M€) dont les évolutions sont précisées au point 2.3 « *Relations financières entre la Métropole et les communes membres* ».

Une inscription d'une dépense « provisionnelle » à hauteur de 3M€ est proposée pour faire face aux mesures qui pourraient être décidées par l'Etat.

En effet, l'incertitude qui pèse sur l'évolution du produit issu de la TVA et la problématique pour l'Etat de présenter un projet de loi de finances pour 2025 participant au redressement des finances publiques nous conduisent à rester prudent. On peut rappeler que le projet de loi de finances 2025 rejeté induisait une perte de financement de 7,6M€ en 2025 pour la métropole (*cf. point 1.2*).

Pour mémoire, la même prudence avait été observée lors de la préparation budgétaire 2024 avec une inscription d'une dépense de 2M€ qui s'est avérée insuffisante pour couvrir en décision modificative n°3 l'ajustement à la baisse du produit de TVA (-3,4M€).

Les **autres charges de gestion courante** sont constituées essentiellement des participations et subventions versées à des partenaires publics ou privés. Les crédits s'élèveraient à 29,2M€, soit un montant en augmentation de +7,2M€ par rapport à celui du CA 2024.

La première explication est liée à la prise en charge des contributions municipales au SDIS qui totalisent 7,2M€ (voir les explications apportées *au point 2.3* sur les conditions de ce nouveau transfert de charges opéré à compter de 2025).

Ensuite, considérant les contraintes qui pèsent sur les budgets communaux, la Métropole a la volonté de soutenir au mieux et en fonction de ses capacités financières ses communes membres pour la préparation de leurs budgets 2025.

Comme précisé ci-dessous (*cf. point 2.3*), il est proposé de suspendre à nouveau l'affectation d'une part minimale en investissement de la part historique de 4,6M€ du Fond de Concours de droit commun. En effet, le pacte fiscal et financier prévoyait l'augmentation de cette part minimale en investissement (+20%/an et sur 5 ans de 2022 à 2026).

Il s'agit donc de ne pas appliquer en 2025 cette disposition et donc de laisser la faculté aux communes de décider d'affecter la totalité de leur FDC de droit commun en fonctionnement.

A noter que ce chapitre des autres charges de gestion courante intègre le cas échéant une **contribution au syndicat des mobilités de Touraine (SMT)**.

Par délibération du 25 mars 2024, une autorisation d'engagement (AE) a été créée spécifiquement pour entériner l'engagement de la métropole à verser une participation de fonctionnement auprès de ce syndicat au titre de la construction de la ligne 2 du Tram. Cette AE n° C3_AE2401 couvre la période 2025 à 2050.

Il est anticipé que cette participation en fonctionnement serait rendue nécessaire en 2025 à hauteur de 3M€. La prospective financière du SMT anticipe les futurs besoins de financement en provenance de la métropole qui sont actuellement estimés aux montants suivants :

Année	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031 à 2050	Total
Subvention au SMT	3M€	3M€	8,5M€	14M€	15M€	14M€	188,5M€	246M€

L'actualisation des besoins de financement du SMT sera répercutée sur les montants de cette AE (le total estimé de ces subventions était de 267,2M€ en mars 2024 et atteint 246M€ en janvier 2025) et sont repris dans la prospective financière de la métropole telle qu'exposée au point 3.

Les **charges financières** correspondent aux charges d'intérêt payées sur la dette de la Métropole et évoluent en fonction du niveau d'endettement et des taux d'intérêts (voir les données relatives à la dette exposées *au point 6.2*). Au total, les charges financières seraient en 2025 de 3,1M€ et donc en hausse par rapport au CA 2024 de +0,7M€ ou +32%.

Des crédits seront prévus pour d'**autres charges diverses** dont la constitution de **dotations aux provisions** de 0,1M€.

Considérant ces évolutions attendues telles qu'exposées ci-dessus, **l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal atteint de BP à BP +4,9%.**

❖ L'autofinancement prévisionnel

L'autofinancement prévisionnel correspond au financement de la section d'investissement par la section de fonctionnement, à travers :

- Les dotations aux amortissements nettes de l'amortissement des subventions d'équipements, prévues à hauteur de 37M€ ;
- Le virement prévisionnel à la section d'investissement d'un montant attendu de 22,5M€.

Au total, l'autofinancement prévisionnel serait de 59,5M€ en diminution par rapport au budget primitif pour 2024 de 7,2M€.

2.2. Section d'investissement

❖ Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'établiraient à 92,2M€ :

Recettes réelles d'investissement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
001 Résultat reporté	5,0	5,0	0,0	-5,0	-100,0%
10-13 Dotations et subventions	23,9	21,6	24,5	0,6	2,4%
132 Financements communes	15,3	13,4	17,9	2,6	17,1%
16 Emprunt	32,3	28,4	44,1	11,9	36,8%
024 Cessions	3,3		3,3		
Autres Opérations	4,5	3,6	2,3	-2,1	-47,8%
Total Recettes réelles	84,2	72,0	92,2	7,9	9,4%

La prévision 2025 sur les dotations et subventions s'établirait à 24,5M€ compte tenu du FCTVA (7M€), du produit de la taxe d'aménagement (5M€), des subventions en provenance des différents partenaires financiers (11M€) et du produit des amendes de police (1,5M€).

Le financement des communes intègre la part en investissement des attributions de compensation (13,6M€) et les fonds de concours en provenance des communes (4,3M€).

Le montant prévisionnel de l'emprunt serait de 44,1M€. Ce montant correspond à un plafond d'emprunt possible, mais dont la réalisation n'est en rien automatique. Le montant total des emprunts qui seront mobilisés sera ajusté fin 2025 au besoin de financement effectif.

Dans la continuité de sa stratégie de maîtrise de son endettement, la Métropole limitera ainsi au maximum les emprunts nouveaux et visera un recours à l'emprunt proportionné au montant des dépenses d'équipement.

Enfin, la cession de terrains permettrait des recettes de l'ordre de 3,3M€ en 2025 (dont ZA Monconseil à Tours 2M€, du parc beauregard à Rochecorbon 0,6M€). A noter que la cession des 2 pépinières est prévue et mise à l'étude.

Aux termes de l'instruction budgétaire et comptable M57, les recettes de cession sont prévues en section d'investissement, mais réalisées en section de fonctionnement.

❖ Les dépenses d'investissement

Le projet de budget primitif pour 2025 est donc construit sur une hypothèse de dépenses réelles d'investissement de 144,7 M€, soit un montant supérieur aux dépenses prévues et réalisées en 2024 :

Dépenses réelles d'investissement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
16 Remboursement emprunt	15,5	13,3	13,6	-1,9	-12,2%
26-27 Opérations financières	1,5	1,3	0,1	-1,4	-96,6%
20 à 23 Dépenses d'équipement hors subventions SMT	117,6	91,1	121,3	3,7	3,1%
204 Contribution SMT	0,0	0,0	2,5	2,5	-
S/Total Dépenses d'équipement	117,6	91,1	123,8	6,2	5,2%
Autres Opérations	8,0	6,5	7,2	-0,8	-10,5%
Total Dépenses réelles	142,6	112,4	144,7	2,0	1,4%

Les remboursements d'emprunts totalisent 13,6M€ et correspondent aux échéances des emprunts contractés jusqu'en 2024.

Les dépenses d'équipement qui correspondent au programme annuel d'investissement de la Métropole sur ses propres compétences totaliserait 123,8M€ en 2025 (121,3M€ + 2,5M€ en faveur du SMT).

Les crédits de paiement 2025 sous forme d'AP/CP se répartiraient par principales politiques publiques de la manière suivante :

Principales politiques publiques	BP 2024	CA 2024	DOB 2025	Var. DOB2025 / BP2024	Commentaires DOB 2025 sf.*
A - Développement économique	21,3	19,6	14,6	-6,7	
A1 Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	5,6	4,7	4,5	-1,0	dont PA Grand Mortier Les Yvaudières (1,1M€), MAME (2,3M€)
A3 Innovation, recherche et enseignement supérieur	10,2	12,0	6,6	-3,6	dont extension Polytech (2,8M€) et cité formation (1,2M€), Certem 5.0 (1M€)
A5 Développement touristique	2,1	1,3	1,5	-0,6	Tourisme à vélo (0,7M€), Parc des expo (+0,5M€).
A7 Aménagement d'un aéroport durable	3,2	1,5	1,9	-1,3	dont opération sous mandat (1,3M€)

Principales politiques publiques (suite)	BP 2024	CA 2024	DOB 2025	Var. DOB2025 / BP2024	Commentaires DOB 2025 sf.*
B - Environnement, énergies et cadre de vie	27,2	10,3	21,9	-5,3	
B1 Transition écologique, prévention risques	17,5	4,9	10,7	-6,7	dont FDC fond vert (5,8M€), PPRT (3,4M€), PAT (0,4M€), parc Gloriette (0,4M€)
B2 Energies et réseaux de chaleur	0,9	0,4	1,6	0,7	Réseaux De Chaleur Urbain (1,1M€)
B3 Assainissement - Eaux pluviales	2,5	0,8	5,4	2,9	Dévolement pour 2ème ligne Tram (4,5M€)
B4 Gestion durable des déchets	4,0	3,2	2,5	-1,5	Prg Containerisation (1,8M€)
C - Infrastructures et espaces publics	48,3	44,9	60,9	12,6	
C1 Politique globale d'infrastructures	23,3	27,1	31,6	8,3	dont schéma 2 roues (9M€), Pont d'Arcole (6M€), Parvis de la gare SPDC (4,2M€)
C2 Travaux et aménagements dans les communes	24,1	17,6	25,8	1,7	Enveloppe 2
C3 Soutien aux projets de mobilité durable	0,0	0,0	3,2	3,2	Ligne 2 Tram (2,5M€), Halte ferrovière Fondettes (1,2M€).
D - Aménagement, habitat et solidarités	9,8	7,6	9,9	0,1	
D1 Planification urbaine	0,9	0,7	0,8	-0,1	
D3 Accès au logement et qualité de l'habitat	5,6	5,5	5,0	-0,6	* En 2024, titres participatifs Tours Métropole Habitat (1M€)
D4 Politique de la ville et cohésion sociale	1,6	0,9	1,6	0,0	dont NPNRU Rabaterie SPDC (0,9M€)
D5 Accueil des gens du voyages	1,3	0,3	2,2	0,9	dont terrains familiaux Ballan Miré (2M€)
E - Culture	0,3	0,3	0,4	0,0	
E1 Equipements culturels	0,3	0,3	0,4	0,0	
F - Sport	4,6	3,7	4,1	-0,5	
F1 Equipements sportifs	4,6	3,7	4,1	-0,5	
G - Pilotage de l'action publique	9,7	7,1	14,0	4,3	
G1 Systèmes d'information	1,3	1,0	1,9	0,6	
G2 Logistique et patrimoine	3,6	3,0	4,1	0,5	
G3 FDC en faveur des communes	4,8	3,1	8,0	3,1	
Total général	121,3	93,4	125,8	4,6	

NB : le total des CP2025 de 125,8M€ diffère de celui du total des dépenses d'équipement (123,8M€) car d'autres dépenses d'investissement sont suivies au niveau des AP/CP (opérations financières, travaux pour le compte de tiers etc.).

❖ Les autorisations de programme

De manière à disposer d'un cadre de gestion plus adapté au caractère structurellement pluriannuel de nombreux projets d'investissement, la Métropole a choisi à compter de 2020 de recourir à une gestion en autorisations de programme. Celles-ci permettent de distinguer un support d'engagement comptable des projets, les autorisations de programme (AP), et un support de paiement en fonction de leur réalisation, les crédits de paiement (CP).

Les autorisations de programme augmenteraient de l'ordre de 12,8M€, montant qui intègre des nouvelles opérations (+49,8M€), la clôture d'opérations achevées (-24M€) et des ajustements d'autres opérations (-13M€).

Les actualisations des AP/CP se répartiraient de la manière suivante :

Principales politiques publiques (>5M€)	Total AP fin 2024	Variations >1M€	Total AP actualisé	Principales variations
A - Développement économique	158,3	-5,8	152,5	
A1 Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	59,5	-3,2	56,3	Clôture opération terminée pour la requalification commerciale Av. Grammont Tours (-2,9M€)
A3 Innovation, recherche et enseignement supérieur	63,5	1,3	64,8	Equip. Sportif site Portalis (2M€), Soutien apprentissage (-0,4M€), Healph Tech Station (-0,6M€)
A5 Développement touristique	20,9	-3,4	17,5	Clôture opérations terminées avec les itinéraires cyclables de St Jacques de Compostelle (-2,6M€) et du Cher canal de Berry (-0,6M€).
A7 Aménagement d'un aéroport durable	13,7	-0,2	13,5	
B - Environnement, énergies et cadre de vie	101,5	12,3	113,8	
B1 Transition écologique, prévention risques	31,8	-1,6	30,2	PPRT (-7M€), Fds vert 3 (+5M€)
B2 Energies et réseaux de chaleur	4,6	1,7	6,3	Réseaux De Chaleur Urbain (+2M€)
B3 Assainissement - Eaux pluviales	25,1	13,9	39,0	Réseau Eaux Pluviales 2ème ligne Tram (+13,9M€)
B4 Gestion durable des déchets	28,8	-0,9	27,9	Hangar stockage collecte sélective (+2,5M€), Agt Dépôts Et Déchetteries (-1,1M€), Prg Containerisation (-1,9M€)
B5 GEMAPI	6,7	-0,6	6,0	Digues (-0,5M€) et barrages (-0,2M€)

Principales politiques publiques (suite) (>5M€)	Total AP fin 2024	Variations >1M€	Total AP actualisé	Principales variations
C - Infrastructures et espaces publics	412,5	-37,4	375,1	
C1 Politique globale d'infrastructures	200,4	-5,9	194,5	Clôture opération terminée du Pont Napoléon (-4M€). Amgt RD952 (-4,7M€), écrans phoniques Bd Périphérique (+1,4M€).
C2 Travaux et aménagements dans les communes	102,3	15,4	117,6	Pôle proximi SO (+3,1M€),
C3 Soutien aux projets de mobilité durable	105,1	-43,8	61,3	Ligne 2 Tram (-47,3M€), Halte ferroviaire Fondettes (+1M€).
C4 Aménagement des espaces verts	4,8	-3,1	1,7	Clôture opération terminée achat de matériels (-3,3M€).
D - Aménagement, habitat et solidarités	111,0	34,3	145,3	
D3 Accès au logement et qualité de l'habitat	55,0	35,2	90,2	Aides à la pierre lgts privés (30M€), Interventions lgts privés (+5,8M€), clôture opération terminée du lgt social 2015 (-4,6M€).
D4 Politique de la ville et cohésion sociale	46,1	0,0	46,1	
E - Culture	5,1	0,1	5,2	
E1 Equipements culturels	5,1	0,1	5,2	
F - Sport	41,7	-3,5	38,2	
F1 Equipements sportifs	41,7	-3,5	38,2	Clôture opérations terminées avec équip. sportif Druye (-2,2M€) et terrain de sport La Riche (-0,5M€)
G - Pilotage de l'action publique	49,1	12,7	61,7	
G1 Systèmes d'information	12,1	-1,8	10,3	Clôture opération terminée systèmes information (-2,1M€).
G2 Logistique et patrimoine	16,9	4,3	21,2	Matériels de transports et équipements (+4,3M€).
G3 FDC en faveur des communes	20,1	10,2	30,3	FDC Exceptionnel 350k€/commune (7M€), acquisitions foncières (3M€)
Total général	879,2	12,8	892,0	

Enfin, la programmation pluriannuelle telle qu'elle ressortirait du projet de BP2025 fait ressortir des restes à financer sur les futurs exercices de 511,3M€ qui se répartissent de la manière suivante :

Principales politiques publiques	Reste à financer (>5M€)	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP >2027
A - Développement économique	76,4	14,6	22,2	13,2	26,4
A1 Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	21,9	4,5	7,9	3,6	5,9
A3 Innovation, recherche et enseignement supérieur	43,8	6,6	8,8	7,8	20,5
A5 Développement touristique	7,4	1,5	4,5	1,5	0,0
B - Environnement, énergies et cadre de vie	67,0	21,9	37,0	8,1	0,0
B1 Transition écologique, prévention risques	18,7	10,7	5,8	2,2	0,0
B2 Energies et réseaux de chaleur	3,4	1,6	1,8	0,0	0,0
B3 Assainissement - Eaux pluviales	29,7	5,4	20,4	4,0	0,0
B4 Gestion durable des déchets	10,7	2,5	6,2	2,0	0,0
C - Infrastructures et espaces publics	214,1	60,9	74,6	42,6	35,9
C1 Politique globale d'infrastructures	128,2	31,6	53,2	40,6	2,8
C2 Travaux et aménagements dans les communes	40,5	25,8	14,7	0,0	0,0
C3 Soutien aux projets de mobilité durable	44,3	3,2	5,9	2,0	33,1
D - Aménagement, habitat et solidarités	108,1	9,9	23,0	21,8	53,4
D3 Accès au logement et qualité de l'habitat	58,8	5,0	13,9	13,4	26,5
D4 Politique de la ville et cohésion sociale	44,2	1,6	7,3	8,4	26,9
F - Sport	10,1	4,1	2,8	3,1	0,0
F1 Equipements sportifs	10,1	4,1	2,8	3,1	0,0
G - Pilotage de l'action publique	33,3	14,0	14,5	4,8	0,0
G2 Logistique et patrimoine	8,6	4,1	3,7	0,8	0,0
G3 FDC en faveur des communes	20,3	8,0	8,3	4,0	0,0
Total général	511,3	125,8	175,2	94,5	115,7

2.3. Les relations financières entre la Métropole et les communes membres

En application du décret du 24 juin 2016, le rapport d'orientations budgétaires doit préciser les évolutions des relations financières entre la Métropole et les communes membres.

Par délibération du 28 mars 2022, le conseil métropolitain a adopté le pacte fiscal et financier 2022-2026 (PFF) qui a ensuite unanimement été approuvé par les conseils municipaux des 22 communes membres entre mai et juillet 2022.

Seule la nécessaire refonte des critères de répartition de la dotation de solidarité communautaire (DSC) qui devait s'opérer avant le 31 décembre 2021 a précédé l'adoption de ce pacte avec le vote d'une délibération au conseil métropolitain du 9 décembre 2021.

Il est rappelé que la détermination du montant de DSC attribué à chaque commune repose sur les critères suivants :

- 1) Le revenu par habitant appréhendé à travers l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport à la moyenne de la Métropole pondérée par la population INSEE ;
- 2) Le potentiel financier par habitant pris en compte à travers l'écart de potentiel financier de la commune par rapport à la moyenne de la Métropole pondérée par la population DGF ;

Ces deux premiers critères sont les critères légaux obligatoires.

- 3) Les droits de compensation des années antérieures : cette part est calculée par cumul des droits de compensation tels que déterminés depuis 2021 ;
- 4) Un critère liant la population des communes et les charges de service public en résultant, selon la méthode nationale employée pour la répartition de la dotation forfaitaire, qui est une composante de la dotation globale de fonctionnement. La population est ici pondérée par un coefficient logarithmique ;
- 5) Enfin, un droit de compensation annuel : cette part est calculée par différence, si elle est positive, entre la DSC N-1 et le total des parts précédentes de la DSC de l'année N (revenu, potentiel financier, compensation des années antérieures, charges complémentaires).

Le même mécanisme de compensation est ainsi renouvelé annuellement afin de garantir à chacune des communes de retrouver à minima le montant perçu de l'année passée, ce qui amène la Métropole à délibérer chaque année lors de la séance du vote du budget primitif pour la répartition entre chaque commune de l'enveloppe globale de DSC.

Les critères utilisés pour la répartition de la DSC pour une année donnée sont ceux issus des fiches critères DGF de l'année précédente.

Ainsi, les différentes parts de l'enveloppe globale de DSC 2025 seraient les suivantes :

Critère de répartition	Indicateur	Proportion	Montant 2025
1 ^{ère} Part - revenu habitants	Critère de charges pour les communes	23,6%	1 606 736
2 ^{ème} Part - potentiel financier	Critère de « richesse » des communes	23,6%	1 606 736
3 ^{ème} Part - Compensation années antérieures	Critère « historique »	32,4%	2 203 043
4 ^{ème} Part - charges complémentaires	Critère de charges pour les communes	20,0%	1 355 652
5 ^{ème} Part - Compensation année 2025	Nouvelle compensation annuelle	0,4%	25 237
Total :		100,0%	6 797 403

L'application de ces modalités de répartition de la DSC en 2025 aboutit aux résultats suivants :

	Rappel DSC 2024	DSC 2025	Variation 24/25
BALLAN-MIRE	159 185	163 049	3 864
BERTHENAY	20 665	20 959	294
CHAMBRAY-LES-TOURS	362 802	362 802	0
CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE	68 004	68 004	0
DRUYE	24 737	24 958	221
FONDETTES	247 319	250 406	3 087
JOUE-LES-TOURS	823 081	823 081	0
LUYNES	181 401	181 401	0
MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE	116 363	119 334	2 971
METTRAY	83 346	83 892	546
NOTRE-DAME-D'OE	155 438	155 438	0
PARCAY-MESLAY	68 389	68 754	365
RICHE (La)	419 153	419 626	473
ROHECORBON	72 862	74 810	1 948
SAINT-AVERTIN	340 584	341 552	968
SAINT-CYR-SUR-LOIRE	415 995	415 995	0
SAINT-ETIENNE-DE-CHIGNY	54 023	54 023	0
SAINT-GENOUPH	37 234	37 234	0
SAINT-PIERRE-DES-CORPS	702 258	707 812	5 554
SAVONNIERES	58 784	60 037	1 253
TOURS	2 329 969	2 333 662	3 693
VILLANDRY	30 574	30 574	0
TOTAL	6 772 166	6 797 403	25 237

A noter que la nouvelle part de compensation (5^{ème} part) qui vise à garantir pour chaque commune de bénéficier en 2025 au minimum du montant alloué en 2024 bénéficie à 9 communes et que les 13 autres communes bénéficient d'une augmentation du montant de la DSC allouée en 2025 compte tenu de l'évolution favorable d'au moins l'un des critères (baisse du potentiel financier ou du revenu par habitant ou hausse de la population).

S'agissant des attributions de compensation prévisionnelles 2025, en fonctionnement et en investissement, les montants ont été arrêtés au conseil du 9 décembre 2024 et sont donc à intégrer au projet de budget 2025 (soit une dépense de 35,8M€ en fonctionnement et une recette de 13,4M€ en investissement).

La prévision en fonctionnement diminue par rapport à celle de 2024 (dépense de 41,3M€ en fonctionnement) car elle prend principalement en considération le transfert des contributions municipales au SDIS qui totalisent 6,2M€. Ce montant de 6,2M€ correspond au total des contingents municipaux de 2016, année de référence qui aurait été prise en considération si ce transfert de charges avait été opéré en 2017, année de création de la métropole. En effet, les statuts de notre établissement prévoient au point d du 5° de l'article 2 que la métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence services incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la 1^{ère} partie du CGCT.

En outre, le pacte fiscal et financier mentionne à son article 2.5 que La Métropole doit exercer la compétence Services d'incendie et de secours (SDIS) conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et la perspective de cette prise de compétence.

L'accord de l'ensemble des communes ayant été obtenu en 2024, il a été décidé l'exercice par la Métropole de cette compétence à compter de l'année 2025, d'où le transfert de charges des communes vers la Métropole.

En contrepartie, la métropole doit prendre en charge les contingents du SDIS de 2025 qui totalisent 7,2M€ (dépenses au chapitre 65 autre charges de gestion courante), la différence d'un million d'euros constituant la part assumée par la métropole.

Ces attributions de compensation (AC) provisoires seront ajustées par décision modificative sur la base de la future délibération du Conseil métropolitain les rendant définitives. La procédure de révision libre de ces AC comporte 5 étapes et est programmé ainsi:

Etape	Objet	Planning prévisionnel pour les AC 2025
1	Délibération de TMVL pour fixer le montant d'une AC provisoire	Conseil métropolitain de décembre 2024
2	Réunion de la CLECT	Février 2025
3	Délibérations des communes pour l'adoption du rapport de la CLECT	Conseil Municipal avec un délai maximum de trois mois après la notification du rapport de la CLECT
4	Délibération de TMVL pour fixer les montants des AC définitives	Conseil métropolitain de juin 2025
5	Les communes délibèrent ensuite pour approuver ce montant d'AC définitive	Conseil Municipal du 3 ^{ème} ou 4 ^{ème} trimestre au plus tard

Au-delà, la Métropole maintiendra et renforcera le soutien qu'elle apporte aux communes pour leurs projets en attribuant des fonds de concours (FDC), tant en fonctionnement qu'en investissement.

Il s'agit du fonds de concours de droit commun, du fonds de soutien aux projets des communes (ex. CRST), du fonds de soutien au fonctionnement des piscines, et du fonds de soutien communes de 3 500 habitants et moins.

S'agissant du fonds de soutien aux projets des communes (ex. RST), un avenant au règlement est proposé afin d'étendre à toutes les communes la faculté de réorienter toute ou partie de l'enveloppe allouée vers des travaux directs d'équipement mis en œuvre par la Métropole dans le champ de ses compétences.

Comme indiqué précédemment (*cf. point 2.1 / dépenses de fonctionnement / atténuation de produits*), s'agissant du fonds de concours de droit commun « historique » doté de 4,6M€, il est proposé de suspendre à nouveau l'affectation d'une part minimale en investissement des FDC de droit commun en 2025.

En outre, au-delà de cette part historique du FDC de droit commun, il est envisagé de créer une part exceptionnelle d'investissement dotée de 350.000 euros par commune membre à la prochaine séance du conseil métropolitain avec le vote du budget primitif 2025. Cette part exceptionnelle doit permettre aux communes membres de finaliser le plan de financement de leurs opérations de fin de mandat 2020-2026.

Pour mémoire, un fonds vert 1 métropolitain doté de 5M€ a été créé par délibération du 26 juin 2023 et un fonds vert 2 métropolitain doté à nouveau de 5M€ par délibération du 25 mars 2024.

Il est proposé de créer à nouveau un fonds vert métropolitain (n°3) doté d'une enveloppe de 5M€ qui permettrait de soutenir à nouveau les projets municipaux favorable à l'environnement.

Enfin, la Métropole maintiendra le reversement aux communes, dans une très large mesure, de la taxe d'aménagement qu'elle perçoit. Le budget primitif pour 2025 prévoirait 5M€ à percevoir et 4,5M€ pour les reversements.

3. Prospective budgétaire 2025-2030 du budget principal

Cette prospective budgétaire s'appuie sur les données des orientations budgétaires 2025 pour simuler les comptes administratifs des années 2025 à 2030 : il s'agit donc d'une simulation avec les données telles que connues à présent pour déterminer quelles seraient les tendances des équilibres budgétaires à venir.

Ces simulations des équilibres budgétaires futurs sont donc « théoriques », mais permettent de donner une vision de la trajectoire financière future toutes choses égales par ailleurs.

Pour mémoire, les précédentes prospectives budgétaires telles que présentées depuis 2022, concluaient par :

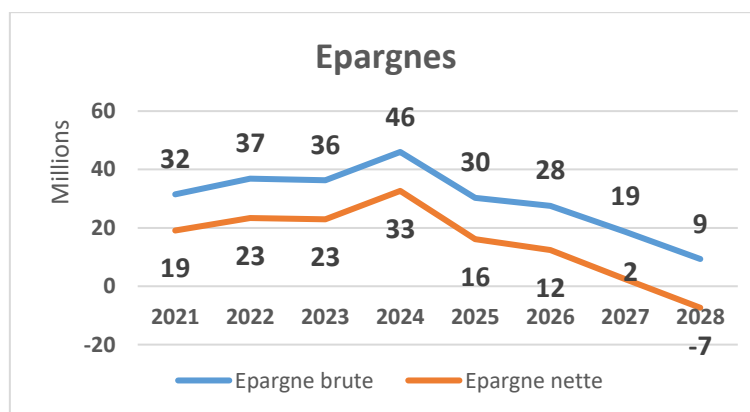
- ❖ la discordance entre la capacité d'investissement de la Métropole (70 M€) et l'importance du plan pluriannuel d'investissement avec des crédits de paiement annuel excédant ce montant (exemple des CP 2025 qui totalisaient 182 M€ fin 2024) ;
- ❖ une contribution financière attendue par le SMT essentiellement en fonctionnement, qui a des conséquences fortes sur la capacité de la Métropole à en assurer la charge,
- ❖ ni le recours accru à l'emprunt, ni une baisse éventuelle du niveau d'investissement peuvent constituer une solution,
- ❖ nécessité pour les équilibres budgétaires futurs du maintien du niveau d'autofinancement requis.

3.1. Les hypothèses de la prospective

Les hypothèses retenues et les montants tels que déterminés sont présentés en annexe (cf. partie 8).

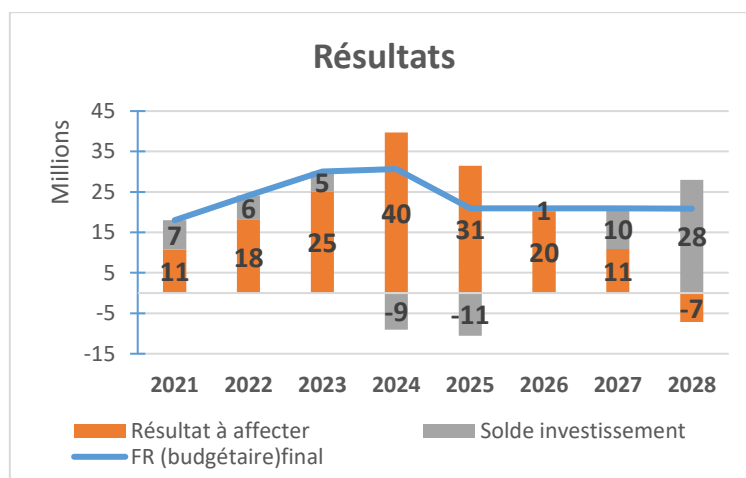
3.2. Les résultats de la prospective

Le niveau des épargnes qui s'était amélioré jusqu'en 2024 et devrait ensuite se dégrader au fil du temps compte tenu de l'absence de dynamisme en recettes et de la progression des dépenses :



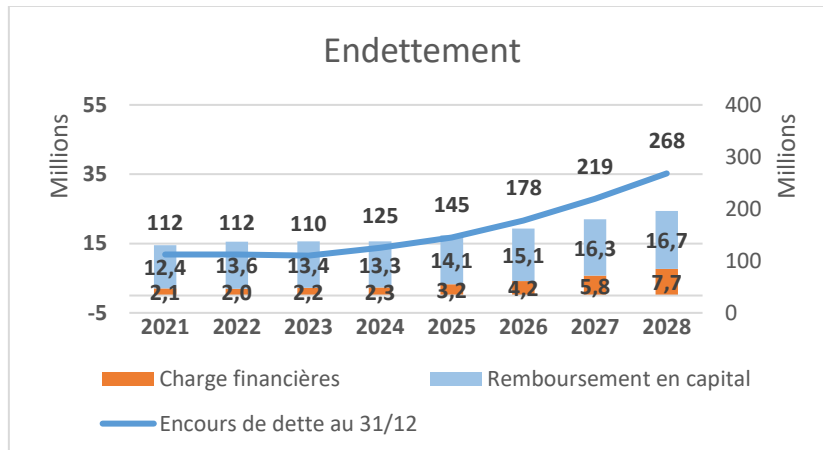
Le maintien du niveau de fonds de roulement à 20M€ est nécessaire afin de pouvoir honorer le paiement des factures, mais il implique à compter de 2027 de dégager

un excédent d'investissement compte tenu de l'insuffisance du résultat de fonctionnement à affecter :

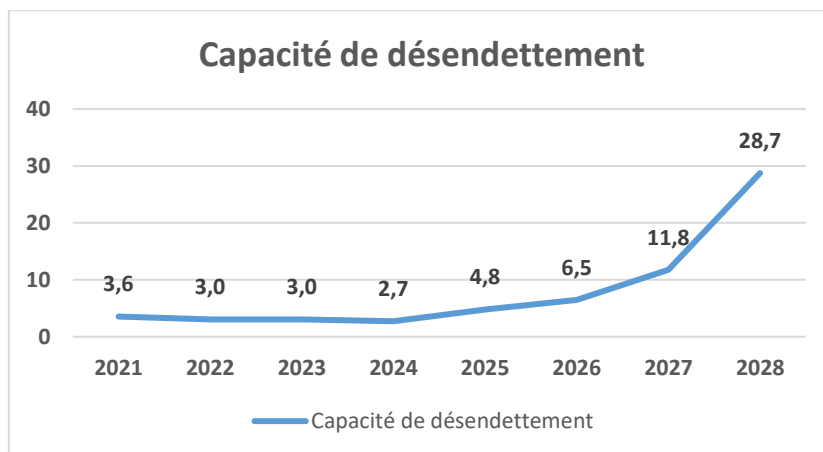


Le programme annuel d'investissement d'environ 90M€ / an impliquerait un recours accru à l'emprunt.

Alors que le niveau de l'endettement est maîtrisé de 2020 à 2023, il passerait de 110M€ fin 2023 à 268M€ fin 2028, d'où une annuité de l'ordre de 15M€ de 2020 à 2023 qui progresserait ensuite pour atteindre 25M€ en 2028 :



La capacité de désendettement s'est établie autour de 3 ans jusqu'en 2024, mais progresserait ensuite pour atteindre des valeurs insoutenables à compter de 2028 :



Ces simulations des équilibres budgétaires futurs permettent de donner une vision de la trajectoire financière future toutes choses égales par ailleurs et confirment les conclusions des précédentes prospectives budgétaires : la métropole ne dispose pas des ressources suffisantes pour financer l'importance de son plan pluriannuel d'investissement actuel.

Sous réserve des évolutions du cadre financier (futurs PLF, nouvelles dispositions législatives ou réglementaires), le maintien des équilibres budgétaires suppose la révision du plan pluriannuel d'investissement (décalage ou suppression d'opérations) et un travail sur la section de fonctionnement pour le maintien d'un niveau d'épargne suffisant.

4. Les orientations budgétaires des budgets annexes

La Métropole élaborera les projets de budgets primitifs pour les budgets annexes dans une même logique de contrôle des charges de fonctionnement de manière à maintenir le niveau d'investissement.

4.1. Le budget annexe de l'assainissement

❖ Section d'exploitation

Le projet de budget primitif s'établirait à 30,5M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Fonctionnement	Recettes d'exploitation	25,7	25,9	25,1	-0,6
	Résultat reporté de N-1	4,7	4,7	5,4	0,8
	Total des recettes	30,3	30,6	30,5	0,2
	Dépenses d'exploitation	20,6	19,3	19,1	-1,4
	Autofinancement	9,8	11,3	11,4	1,6
	Total des dépenses	30,3	30,6	30,5	0,2

Les recettes d'exploitation sont en légère diminution (-0,6M€) compte tenu d'une diminution des redevances à reverser à l'agence de l'Eau et perçues auprès des usagers et d'une anticipation d'une diminution du nombre de branchements au réseau. A contrario, le résultat reporté progresse (+0,8M€), d'où des recettes proches du niveau de l'année 2024 (écart de 0,2M€).

Les dépenses d'exploitation sont prévues en diminution de 1,4M€, diminution qui provient des moindres versements de redevances perçues pour le compte de l'agence de l'Eau.

A Noter que les **charges de personnel** s'élèveraient à 5,8M€ en 2025, prévision qui intègre les évolutions des dépenses de personnel des agents de droits public et des salariés de droit privé, qu'il s'agisse de CDD (remplacement ou accroissement d'activité) ou de CDI.

L'annexe à ce rapport en fin de document « Ressources humaines » précise les éléments pris en considération qui aboutissent à cette prévision budgétaire.

Considérant ces évolutions attendues, **l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement atteint donc de BP à BP à -7%.**

Ainsi, l'autofinancement serait de l'ordre de 11,4M€, soit un niveau en hausse par rapport à 2024.

❖ Section d'investissement

La section d'investissement s'établirait à 27,9M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
investissement	Autofinancement	9,8	11,3	11,4	1,6
	Subventions	4,8	2,0	8,0	3,2
	Emprunt nouveau	6,2	6,2	4,7	-1,5
	Affectation résultat ou Solde positif de N-1	1,8	1,8	3,9	2,1
	Total des recettes d'investissement	22,6	21,2	27,9	5,3
	Dépenses d'équipement	19,2	8,5	26,0	6,9
	Solde d'investissement reporté de N-1	1,8	1,8	0,0	-1,8
	Remboursement emprunt	1,7	1,6	1,9	0,2
	Total des dépenses d'investissement	22,6	11,9	27,9	5,3

Les recettes de la section d'investissement sont composées de l'autofinancement (11,4M€), de subventions attendues (8M€) et d'un recours à l'emprunt de 4,7M€, montant rendu nécessaire pour le financement du programme d'investissement.

En effet, au-delà du remboursement en capital de la dette (1,9M€), les dépenses d'équipement atteindraient 26M€. Ces 26M€ intègrent 6M€ de travaux non intégrés aux AP/CP, 4,0M€ de dévoiement de réseau TRAM pour le pluvial (100% remboursé par le budget principal) et 2,2M€ pour l'assainissement (sans compensation du budget principal).

La programmation annuelle des AP/CP telle qu'elle ressortirait du projet de BP2025 fait apparaître un reste à financer de 66,1M€ qui se répartit de la manière suivante :

Principales AP	CP Reste à financer (>1M€)	CP 2025	CP 2026	CP 2027
20200 Branchements particuliers (refacturation)	2,1	1,0	1,2	0,0
20600 Station d'épuration (rénov.& tvx neufs)	3,9	1,8	2,1	0,0
20901 Transfert EFFLUENT de Savonnières > G.DAVID	7,5	0,5	3,5	3,5
20902 Suppress.stations épuration Parcay Rochecorbon	1,6	1,3	0,2	0,0
AP200400 Etudes et diagnostics	1,5	0,9	0,6	0,0
AP200900 Travaux réseaux d'eau usées	11,9	5,3	6,7	0,0
TRAMWAY LIGNE 2	33,0	6,2	22,8	4,0
Total général	66,1	20,0	38,5	7,5

4.2. Le budget annexe de l'eau

❖ Section d'exploitation

La section d'exploitation du budget annexe de l'eau s'établirait à 33,8M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Fonctionnement	Recettes d'exploitation	22,0	23,8	25,2	3,2
	Résultat reporté de N-1	2,4	2,4	8,6	6,2
	Total des recettes	24,4	26,2	33,8	9,4
	Dépenses d'exploitation	14,7	12,9	18,6	3,9
	Autofinancement	9,6	13,4	15,2	5,5
	Total des dépenses	24,4	26,2	33,8	9,4

L'augmentation par rapport à 2024 s'explique par le résultat reporté (+6,2M€) et les recettes réelles d'exploitation en provenance des usagers (+3,2M€). Ces recettes en provenance des usagers augmenteraient principalement en raison de la hausse prévue des redevances perçues pour le compte de l'agence de l'eau.

Les dépenses réelles d'exploitation totaliseraient 18,6M€, en progression de +3,9M€ avec ces versements de redevances à l'agence de l'eau dont une part correspond à des arriérés.

Les charges de personnel s'élèveraient à 5,7M€ en 2025 et intègrent les évolutions des dépenses de personnel des agents de droit public et des salariés de droit privé, qu'il s'agisse de CDD (remplacement ou accroissement d'activité) ou de CDI. L'annexe à ce rapport en fin de document « Ressources humaines » précise les éléments pris en considération qui aboutissent à cette prévision budgétaire.

Considérant ces évolutions attendues, **l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de ce budget annexe atteint de BP à BP +26,6%.**

Au total, l'autofinancement dégagé par la section d'exploitation s'élèverait à 15,2M€, valeur en augmentation par rapport aux années passées.

❖ Section d'investissement

Le budget primitif serait construit avec une prévision de la section d'investissement à 26M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
investissement	Autofinancement	9,6	13,4	15,2	5,5
	Subventions	1,4	0,2	1,4	0,0
	Emprunt nouveau	7,4	7,3	7,5	0,1
	Affectation résultat ou Solde positif de N-1	7,6	7,6	0,4	-7,3
	Total des recettes d'investissement	26,1	28,5	24,5	-1,6
	Dépenses d'équipement	17,1	10,4	22,7	5,7
	Solde d'investissement reporté de N-1	7,6	7,6	0,0	-7,6
	Remboursement emprunt	1,4	1,5	1,7	0,3
	Total des dépenses d'investissement	26,1	19,5	24,5	-1,6

Les recettes d'investissement proviendraient de l'autofinancement (15,2M€). Le solde est principalement constitué de subventions (1,4M€) et du recours à l'emprunt (7,5M€).

Ce recours à l'emprunt est nécessaire compte tenu du besoin de financement issu du programme annuel d'investissement. En effet, les dépenses d'équipement totaliseraient 22,7M€ comprennent 4M€ de travaux hors AP/CP et 3M€ de dévoiement de réseau TRAM sans compensation du budget principal.

La programmation annuelle des AP/CP telle qu'elle ressortirait du projet de BP2025 fait apparaître un reste à financer de 69,3M€ qui se répartit de la manière suivante :

Principales AP	CP Reste à financer (>1M€)	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP >2027
AP200200 Réseau distribution	21,4	9,6	11,8	0,0	0,0
AP200300 Production Stockage Eau Potable	6,7	4,1	2,6	0,0	0,0
AP200500 Constructions et Foncier	5,1	0,4	2,3	2,2	0,1
AP22100 Tramway Ligne 2	10,0	3,0	6,0	1,0	0,0
AP22110 Unité traitement haute performance	24,9	0,6	7,5	12,0	4,9
Total général	69,3	18,7	30,3	15,2	5,0

4.3. Le budget annexe du crématorium

Le budget annexe du crématorium retrace les opérations liées à la délégation de service public.

Le montant de la section de fonctionnement serait de 0,97M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Fonctionnement	Recettes d'exploitation de l'année	0,36	0,38	0,38	0,02
	Résultat reporté de N-1	0,45	0,45	0,59	0,14
	Total des recettes	0,81	0,83	0,97	0,15
	Dépenses d'exploitation	0,20	0,10	0,18	-0,02
	Autofinancement	0,61	0,73	0,79	0,18
	Total des dépenses	0,81	0,83	0,97	0,15

Les recettes d'exploitation intègrent le loyer payé par le délégataire, alors que les dépenses d'exploitation correspondent aux crémations administratives et des charges diverses incombant au propriétaire (assurance et impositions diverses).

Considérant les évolutions attendues, **l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de ce budget annexe atteint de BP à BP -12,1%.**

En investissement, la section totaliserait 0,81M€ :

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Investissement	Autofinancement	0,61	0,73	0,79	0,18
	Subventions		0,00	0,00	0,00
	Emprunt nouveau	0,00	0,00	0,00	0,00
	Affectation résultat ou Solde positif de N-1	0,02	0,02	0,02	0,00
	Total des recettes d'investissement	0,63	0,75	0,81	0,18
	Dépenses d'équipement	0,46	0,00	0,64	0,18
	Solde d'investissement reporté de N-1	0,02	0,02	0,02	0,00
	Remboursement emprunt	0,15	0,15	0,15	0,00
	Total des dépenses d'investissement	0,63	0,16	0,81	0,18

Les dépenses comprennent le remboursement du capital de la dette et des dépenses d'équipement.

Ces dépenses seront financées en totalité par l'autofinancement. Il n'y aura aucun recours à l'emprunt.

5. Prospective budgétaire 2025-2030 des budgets annexes

Cette prospective budgétaire s'appuie sur les données des orientations budgétaires 2025 pour simuler les comptes administratifs des années 2025 à 2030 : il s'agit donc d'une simulation avec les données telles que connues à présent pour déterminer quelles seraient les tendances des équilibres budgétaires à venir.

Il est rappelé que la précédente prospective budgétaire telle que présentée en 2024 concluait par la dégradation de la situation financière du budget annexe de l'assainissement qui impliquait une forte revalorisation de la redevance qui ne pouvait pas être étalée dans le temps. Le choix final a été de l'augmenter en 2024 en la fixant à 1,38 euros (+14%).

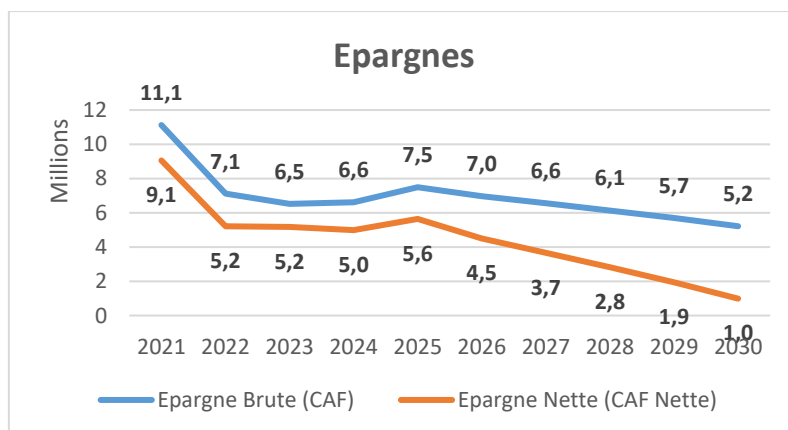
5.1. Les hypothèses de la prospective

Les hypothèses retenues pour ces prospectives budgétaires des budgets annexes de l'assainissement et de l'eau sont détaillées en annexe (cf. partie 8).

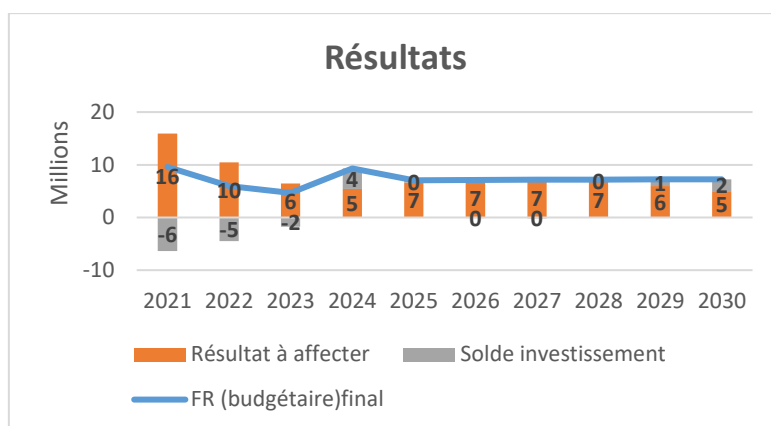
5.2. Les résultats de la prospective

❖ Budget Assainissement

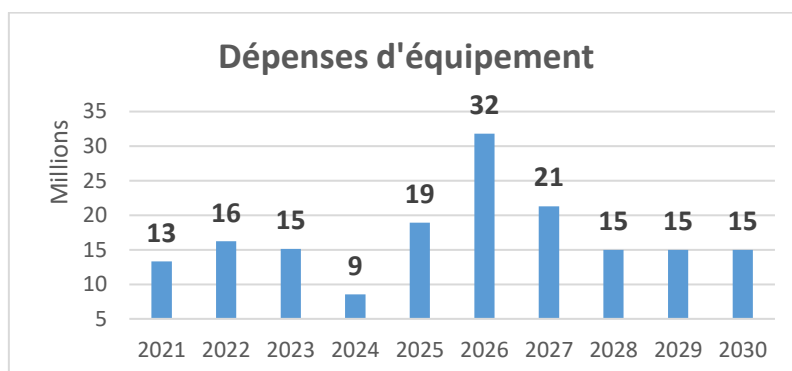
Le niveau des épargnes s'est dégradé jusqu'en 2023, pour ensuite se maintenir en 2024 avec la revalorisation de la redevance, mais serait amené à diminuer au fil du temps compte tenu de l'insuffisance de la dynamique des recettes (<1%) par rapport à l'évolution des dépenses (>3%) :



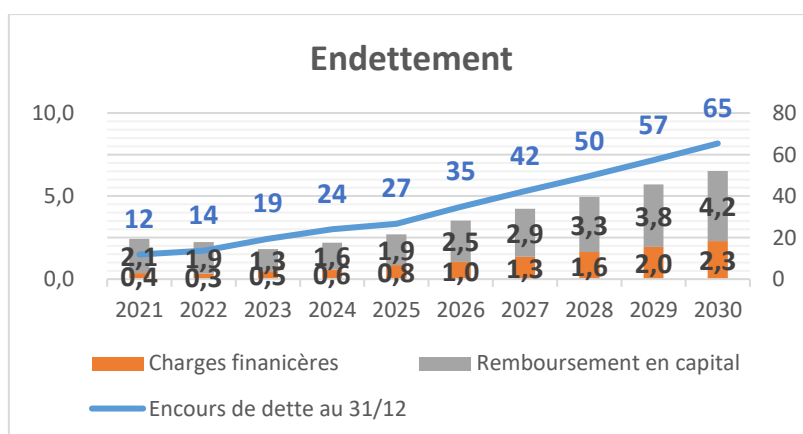
Le maintien du niveau du fonds de roulement à 7M€ est nécessaire pour honorer les paiements de factures, mais implique de dégager un excédent d'investissement à compter de 2029 compte tenu de l'insuffisance du résultat de fonctionnement :



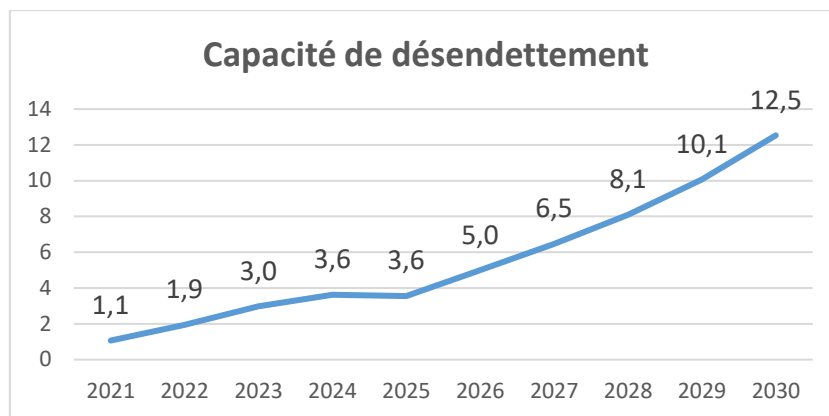
Les dépenses d'équipements augmentent de 2025 à 2027 pour le dévoiement des réseaux nécessaire à la création de la ligne 2 de tram :



Pour le financement des dépenses d'équipement et afin de dégager un excédent d'investissement, il est nécessaire de recourir à l'emprunt, d'où un endettement et une annuité en augmentation :



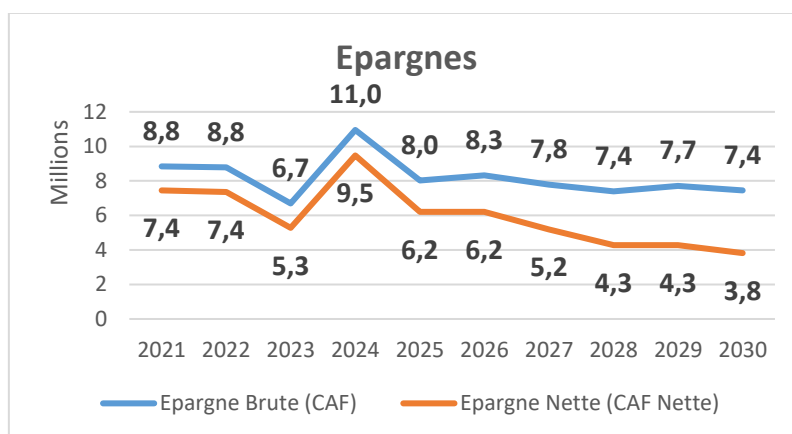
La capacité de désendettement est bonne en 2024 (<6 ans), mais l'augmentation de l'endettement et la diminution de l'épargne induisent sa dégradation. Le seuil critique de 11-12 ans est atteint en 2030 :



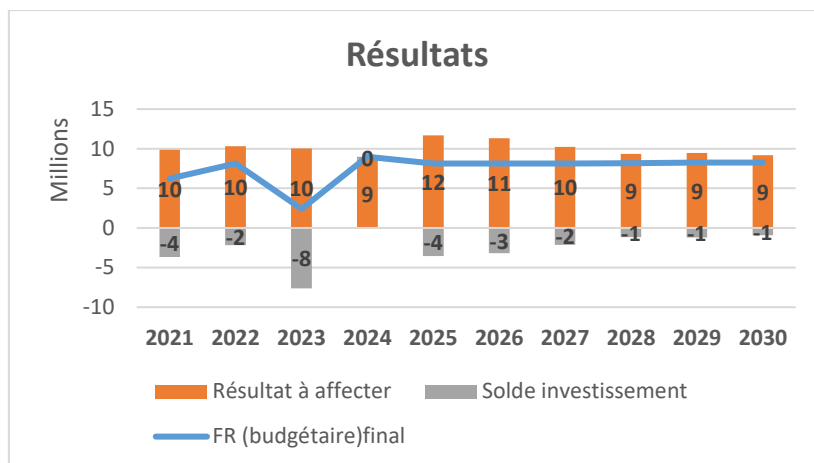
Considérant la dégradation du niveau de l'épargne qui ne peut durablement être compensée par le seul recours à l'emprunt, **la prospective budgétaire actualisée confirme qu'un nouvel ajustement du niveau de la redevance assainissement risque de devenir nécessaire à moyen terme.**

❖ Budget Eau

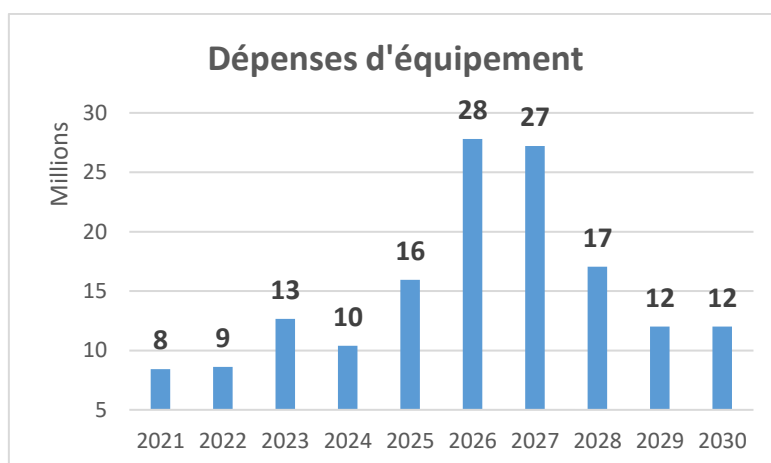
Le niveau des épargnes s'est dégradé en 2023, mais a été rétabli en 2024, puis serait amené à diminuer au fil du temps compte tenu de l'insuffisance de la dynamique des recettes (<1%) par rapport à l'évolution des dépenses (> 2%) :



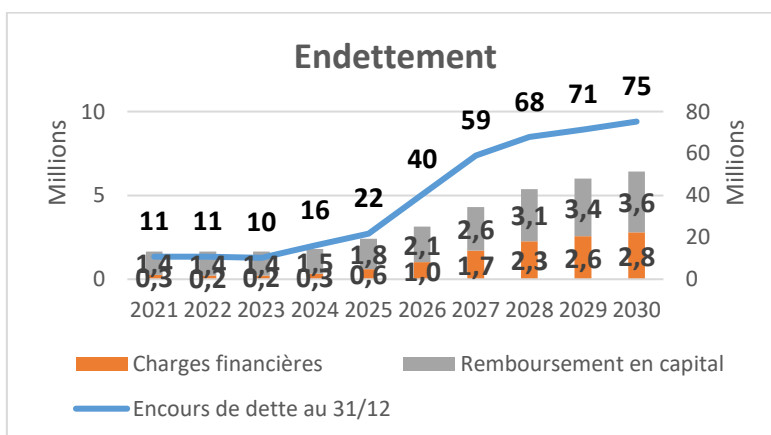
Le maintien du niveau du fonds de roulement à 8M€ est nécessaire pour honorer les paiements de factures et le résultat de fonctionnement à affecter reste suffisant pour couvrir une partie du besoin de financement de l'investissement jusque 2030 :



Les dépenses d'équipements augmentent de 2025 à 2028 pour le dévoiement des réseaux nécessaire à la création de la ligne 2 de tram et la nouvelle usine de traitement des eaux :

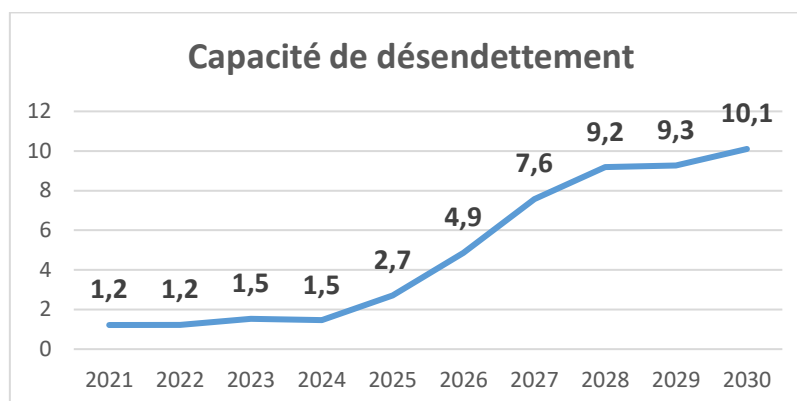


Pour le financement des dépenses d'équipement, il est nécessaire de recourir à l'emprunt, d'où un endettement et une annuité en augmentation :



La capacité de désendettement est très bonne en 2024 (<3 ans), mais l'augmentation de l'endettement et la diminution de l'épargne induisent une

augmentation de la durée de la capacité de désendettement, sans que le seuil critique de 11-12 ans ne soit atteint :



Considérant que la légère dégradation du niveau de l'épargne peut être compensée par le recours à l'emprunt dans les prochaines années, **la prospective budgétaire actualisée tend à démontrer qu'un ajustement du niveau de la redevance eau n'est pas rendu nécessaire à moyen terme.**

6. Une présentation consolidée des orientations budgétaires

La présentation des orientations budgétaires s'accompagne d'une présentation consolidée des perspectives d'épargne et de dette.

6.1. Epargnes

L'épargne brute s'apprécie à travers la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Sachant que les flux croisés (par exemple une participation du budget annexe de l'assainissement au budget annexe de l'eau pour le remboursement de frais) se neutralisent, l'indicateur est fiable sans retraitement des données.

L'évolution des recettes réelles de fonctionnement consolidées de BP à BP serait de +1,7M€, alors que celle des dépenses réelles de fonctionnement consolidées de +13,2M€, d'où une épargne brute consolidée en diminution de 11,5M€ (cette épargne serait de 34,4M€ en 2025 alors qu'elle était de 45,9M€ en 2024).

Cette diminution cumule les variations du budget principal (-11,6M€) et des budgets annexes de l'assainissement (+0,8M€) et de l'eau potable (-0,7M€).

L'épargne nette se calcule comme la différence entre l'épargne brute et le remboursement en capital de la dette. Il s'agit donc de déterminer la part de l'autofinancement qui est disponible pour le financement des dépenses d'équipement.

Cette épargne nette consolidée diminuerait de 10,1M€ en 2025, soit une valeur proche de la variation de l'épargne brute. Cette variation est liée à la légère augmentation du niveau de remboursement en capital de la dette.

Les prévisions en matière d'épargne sont donc en baisse, principalement en raison de l'absence de dynamisme des recettes fiscales du budget principal.

6.2. Dette

Le tableau suivant présente le montant de la dette fin 2025, tel qu'il apparaît à l'issue de l'exercice 2024 et son évolution possible en fonction des prévisions d'inscription de crédits pour le budget primitif 2025.

Il s'agit donc de l'évolution maximale puisque la Métropole ne mobilisera pas nécessairement la totalité des nouveaux emprunts inscrits, comme cela a été le cas sur les années précédentes.

En M€	Dette au 31/12/2023	Dette au 31/12/2024	Rembour- sements 2025	Prévision d'emprunts 2025	Prévision maximale Dette au 31/12/2025
Budget principal	110,1	125,2	13,6	44,1	155,7
BA Assainissement	19,4	24,0	1,9	4,7	26,8
BA Eau	10,2	16,0	1,7	7,5	21,8
BA Crématorium	1,0	0,8	0,1	0,0	0,7
S/Total Métropole	140,7	166,0	17,4	56,3	205,0
Pour info : SMT	229,0	234,0	11,1	35,9	258,7
TMVL + SMT	369,7	400,0	28,5	92,2	463,7

La première partie du tableau qui porte sur les données de l'ensemble des budgets de la Métropole, fait apparaître un endettement en hausse fin 2024 pour atteindre 166M€.

La deuxième partie communiquée pour information rapporte les données du syndicat des mobilités (SMT) avec un endettement fin 2024 de 234M€, d'où un endettement consolidé de la métropole avec ce syndicat de 400M€.

Pour fin 2025, l'anticipation est d'une dette pour la métropole de 205M€, de près de 259M€ pour le SMT, et donc un endettement consolidé de près de 464M€.

Le tableau suivant précise les principales caractéristiques de la dette de la Métropole (situation au 1/01/2025) :

Budget	Part Taux Fixe	Part Taux Variable	Taux actuariel	Durée résiduelle moyenne	CHARTER GISSLER
Budget principal	64,62%	35,38%	2,22%	12 ans 02 mois	100 % 1 A
BA Assainissement	99,89%	0,11%	2,96%	11 ans 10 mois	100 % 1 A
BA Eau	67,62%	32,38%	2,68%	13 ans 07 mois	100 % 1 A
BA Crématorium	100,00%		1,00%	05 ans 09 mois	100 % 1 A
Ensemble	70,18%	29,82%	2,37%	12 ans et 3 mois	100 % 1 A

La dette de la Métropole est principalement constituée d'emprunts à taux fixe, ce qui explique le classement en totalité en 1A selon la Charte Gissler, soit le niveau le plus sécurisé de dette.

Il est à noter que le taux moyen de l'ensemble est passé de 2,45% fin 2020, pour diminuer jusque 1,88% fin 2022, puis remonter à 2,29% fin 2023 pour atteindre 2,43% fin 2024 compte tenu des taux obtenus sur les nouveaux emprunts contractés.

Sur l'exercice 2025, la Métropole s'attachera, au-delà de la maîtrise du niveau de l'endettement, à préserver le taux moyen de sa dette malgré les taux fixes actuels proposés sur les marchés pour des durées d'emprunts de 15 à 20 ans supérieurs à 3%.

7. Situation en matière de ressources humaines

La préparation budgétaire en matière de ressources humaines considère un double objectif de l'efficacité de l'action publique et de maîtrise de la masse salariale.

La gestion des ressources humaines devra être réalisée au plus juste en considérant les décisions gouvernementales et les dépenses contraintes, sans création nette de poste.

A l'instar des années précédentes, le budget du personnel a été établi selon la technique budgétaire « budget base zéro », en interrogeant chaque dépense à partir des postes figurant au tableau des emplois du mois de septembre 2024 et par référence aux taux de charges patronales au 1er janvier 2025

❖ La structure et l'évolution des effectifs au 31 décembre 2024

Les effectifs de la Métropole se répartissent sur le budget principal, le budget annexe de l'assainissement et celui de l'eau potable.

- Le budget principal

- Structure des effectifs

La Métropole a rémunéré au 31 décembre 2024, 1461 agents en équivalent temps plein travaillé sur postes permanents, dont :

- 1310 agents stagiaires et titulaires,
- 151 agents contractuels, dont 46 remplaçants d'agents absents pour congé ou raison médical.

Cet effectif appartient principalement à la filière technique (82%), à la catégorie C (76%), au cadre d'emplois des adjoints techniques (60%) et est majoritairement masculin (79%). La moyenne d'âge est de 45,7 ans.

La Métropole a par ailleurs rémunéré au 31 décembre 2024, 21 agents en équivalent temps plein travaillé sur postes non permanents : collaborateurs de groupe d'élus, collaborateur de cabinet, contrats de projets et contractuels occasionnels ou saisonniers.

A cet effectif s'ajoute 30 contrats d'apprentissage au 31 décembre 2024.

- Les suppressions et créations de postes 2024

L'optimisation de la collecte : suite à l'optimisation du service collecte réduisant à une collecte par semaine des bacs à ordures ménagères résiduelles au lieu de deux, pour les communes de Joué-lès-Tours, Saint-Avertin, Chambray-lès-Tours, Saint-Pierre-des-Corps, Saint-Cyr-sur-Loire ainsi qu'une partie de La Riche et de Fondettes, 11 postes d'agent de collecte ont été supprimés en 2024.

Séance du 25/03/2024 : création d'un poste d'ingénieur territorial chargé d'opérations en infrastructures dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de gestion des ouvrages d'art.

Séance du 13/05/2024 : reconduction du contrat de projet de coordonnateur de la Cité de l'emploi pour une durée de 3 ans dans le cadre du nouveau contrat de ville métropolitain 2024-2030.

Séance du 24/06/2024 : création d'un poste de technicien territorial pour exercer les fonctions d'économe de flux-thermicien en optimisation énergétique suite à l'adhésion de Saint-Pierre-des-Corps au service commun de l'énergie.

Séance du 30/09/2024 : création de trois postes de techniciens territoriaux pour exercer les missions d'instructeurs des aides à la pierre de l'Etat dans le cadre du renouvellement de la convention de délégation des compétences en matière des aides publiques aux logement 2025-2030. Création par ailleurs d'un poste d'ingénieur territorial pour exercer les missions de chargé de pilotage du schéma 2 roues (pérennisation d'un contrat de projet).

Séance du 04/11/2024 : création d'un poste d'ingénieur territorial en contrat de projet d'une durée de 5 ans en charge de l'aménagement de l'espace public dans le cadre des conventions ANRU.

Séance du 09/12/2024 : création d'un poste d'ingénieur territorial pour exercer le métier de chargé de mission de réseaux de chaleur concédés au service stratégie et concessions énergétiques.

- Les budgets annexes de l'assainissement et de l'eau potable

- Structure des effectifs

La Métropole a rémunéré au 31 décembre 2024, 208 agents en équivalent temps plein travaillé sur les deux budgets annexes, dont :

- 103 sur le budget annexe de l'assainissement,
- 105 sur le budget annexe de l'eau potable.

Y compris deux agents en accroissement temporaire d'activité.

Au 31 décembre 2024, 50% des effectifs relèvent désormais de la convention collective nationale des services de l'eau et d'assainissement.

TOURS METROPOLE BUDGET ASSAINISSEMENT	103
<i>Régie Assainissement Tours Métropole Val de Loire</i>	54
Cadre	6
Non Cadre	48
Tours Métropole Val de Loire Assainissement	49
Titulaire CNRACL	49
TOURS METROPOLE BUDGET EAU POTABLE	105
<i>Régie des Eaux TOURS Métropole Val de Loire</i>	50
Cadre	4
Non Cadre	46
Tours Métropole Val de Loire Eau potable	55
Contractuel CDI	1
Titulaire CNRACL	54
Total général	208

❖ Evolution de la masse salariale (chapitre 012)

Budgets	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Variation 2024/2023
Principal	63 277 014 €	64 504 726 €	68 507 420 €	70 962 017 €	73 398 833 €	2 436 816 €
Assainissement	3 966 173 €	4 243 786 €	4 556 004 €	5 244 004 €	5 395 633 €	151 629 €
Eau potable	4 344 765 €	4 335 161 €	4 496 731 €	4 989 038 €	5 164 043 €	175 005 €
Total	71 587 952 €	73 083 673 €	77 560 155 €	81 195 059 €	83 958 509 €	2 763 450 €

Le budget primitif s'élevait en 2024 à 75.140.513 € dont 72.541.765 € de masse salariale. Ce calcul intégrait différentes mesures impactant fortement le budget telles que :

- ❖ L'effet sur une année pleine de l'augmentation de la valeur du point d'indice,
- ❖ L'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 01/01/2024,
- ❖ L'effet sur une année pleine de l'augmentation du SMIC au 1er mai 2023 et son impact sur la grille des catégories C,
- ❖ L'effet sur une année pleine des mesures spécifiques bas de grille de 2023,
- ❖ L'effet sur une année pleine de l'extension du remboursement des transports,
- ❖ Le versement du Forfait mobilité durable,
- ❖ L'augmentation du SMIC de +2% à compter du 1er novembre 2024.

Les taux de réalisation 2024 par référence aux budgets primitifs

Le budget principal 2024 a été consommé à hauteur de 97,62 %.

Le budget annexe assainissement 2024 a été consommé à hauteur de 96,50 %.

Le budget annexe eau potable 2024 a été consommé à hauteur de 91,68 %.

Informations relatives aux dépenses de personnel et la durée effective du travail annuel :

- Les éléments de rémunération :

CA 2024 (Rémunérations brutes)	Traitement indiciaire	NBI	Primes et indemnités	Heures supplémentaires	Avantages en nature
Régie Assainissement	1 620 649,45 €		53 342,96 €	40 530,53 €	
Régie des Eaux	1 355 920,80 €		50 574,12 €	36 976,89 €	
Tours Métropole Val de Loire	38 153 189,77 €	228 686,83 €	10 823 827,03 €	709 138,25 €	2 558,16 €
Assainissement	1 427 133,70 €	5 608,51 €	408 907,65 €	33 402,96 €	
Eau potable	1 544 225,31 €	10 788,96 €	468 758,60 €	31 562,91 €	
Total général	44 101 119,03 €	245 084,30 €	11 805 410,36 €	851 611,54 €	2 558,16 €

- La répartition entre les nets à payer et les charges salariales et patronales :

CA 2024	Nets à payer	Charges salariales et patronales	Hors paie	TOTAL
Principal	40 087 929,26 €	30 733 727,40 €	2 577 176,34 €	73 398 833,00 €
Assainissement	2 835 713,41 €	2 161 762,09 €	398 157,50 €	5 395 633,00 €
Eau potable	2 717 048,03 €	2 105 014,70 €	341 980,27 €	5 164 043,00 €
Total	45 640 690,70 €	35 000 504,19 €	3 317 314,11 €	83 958 509,00 €
Répartition %	54,36%	41,69%	3,95%	100,00%

*Hors paie : mutualisation, participation au COS, frais médicaux...

- la durée effective du travail annuel :

Depuis le 1er janvier 2022, la durée annuelle du temps de travail est de 1 607 heures pour un agent à temps plein, conformément à la Loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique.

❖ Les principaux facteurs de variation pour 2025 sont les suivants :

○ Les mesures réglementaires

Non reconduction de la GIPA en 2025 :

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) a été instaurée par le décret n°2008-539 du 6 juin 2008. Ce dispositif avait été initialement créé à titre temporaire. Il était reconduit chaque année, jusqu'en 2023 pour un coût de 121.000 €. Dans une réponse ministérielle du 5 décembre 2024, le Gouvernement a décidé de ne pas reconduire la GIPA en 2025.

Augmentation du taux patronal URSSAF maladie pour le régime spécial CNRACL en 2025 :

Un décret du 30 janvier 2024 prévoyait, à compter du 1er janvier 2024 :

- Une hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse affectée à la CNRACL comme l'avait annoncé le gouvernement (31,65 % contre 30,65- %)
- Une baisse d'un point du taux des cotisations maladie (8,88 % contre 9,88 %) au titre de l'année 2024

Le taux ordinaire des cotisations maladie à 9,88 % sera applicable au 1er janvier 2025, comme le précise le site internet de l'URSSAF, pour un coût annuel prévisionnel de 350.000 €.

Augmentation du taux patronal CNRACL en 2025 :

Le décret n° 2025-86 du 30 janvier 2025 relatif aux taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales modifie le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées par les employeurs territoriaux à leurs fonctionnaires affiliés au régime spécial de sécurité sociale pour l'année 2025 et les années à venir.

Pour l'année 2025, ce taux passe de 31,65 % à 34,65 %.

Cette modification s'applique de manière rétroactive, aux cotisations dues au titre des périodes courant à compter du 1er janvier 2025.

Pour les années ultérieures, le décret prévoit une évolution du taux de la cotisation dans les proportions suivantes :

De 34,65 % à 37,65 % au 1er janvier 2026

De 37,65 % à 40,65 % au 1er janvier 2027

De 40,65 % à 43,65 % au 1er janvier 2028

Le coût de cette mesure est estimé à 1.050.000 € en 2025.

Augmentation du SMIC :

Enregistrant une hausse de 2 % au 1er novembre 2024, le SMIC est supérieur à l'indice majoré minimum de rémunération d'environ 6 centimes. Le coût du versement de l'indemnité différentielle sera neutre en 2025.

○ Les mesures endogènes :

Le glissement-vieillesse-technicité (ou GVT) permet de désigner l'évolution des charges de personnel liée au vieillissement et à l'avancement de carrière des agents. Cette dynamique entraîne chaque année une augmentation de la masse salariale de la Métropole (environ 1% par an) pour un coût estimé à 378.000 € en 2025.

La Métropole poursuit ses efforts de maîtrise des dépenses par la définition d'enveloppes budgétaires tant pour le recours aux agents non permanents que pour le recours aux éléments variables de paye (régime indemnitaire, heures supplémentaires, astreintes...).

Les collectivités territoriales ont des obligations à l'égard de leur personnel. A compter du 1er janvier 2025, la Métropole supportera directement le paiement des risques encourus liés à l'absentéisme pour raison de santé des agents CNRACL, en particulier les frais médicaux, en lieu et place de l'assurance statutaire. L'économie est estimée à 100.000 € en 2025.

Le projet de budget primitif 2025 anticipe par ailleurs une retenue pour **carence** estimée à 100.000 €, une retenue pour **½ traitement** en cas de maladie ordinaire estimée à 400.000 €, une retenue du régime indemnitaire (IFSE) pour **conгés de longue maladie et longue durée** estimée à 100.000 € ainsi qu'une retenue pour **vacance frictionnelle** supérieure à l'an passé, estimée entre 700.000 € et 800.000 € bruts.

❖ **Déontologie :**

La Métropole a adopté au mois de mars 2024 la charte de déontologie ayant pour objectif de rappeler aux agents les valeurs fondamentales guidant l'action des agents de Tours Métropole Val de Loire.

Elle vise à lutter contre toute action susceptible de les exposer aux risques d'atteintes à la probité, en rappelant les poursuites et les sanctions auxquelles les atteintes graves aux règles déontologiques sont susceptibles de donner lieu. Elle constitue un recueil des règles de déontologie à intégrer par les agents dans leur action professionnelle quotidienne.

❖ **L'action sociale :**

Le forfait mobilité durable : la Métropole a décidé en décembre 2023 l'octroi du forfait mobilité durable aux agents de Tours Métropole Val de Loire pour un coût de 97.000 € en 2024. Le versement du forfait mobilités durables est cumulable avec le remboursement partiel d'un titre de transport en commun ou de service de location de vélos.

Comité des œuvres sociales : Le montant de l'inscription budgétaire est reconduit pour 2025 à la somme totale de 330.000 €.

Protection sociale complémentaire : le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la couverture prévoyance. L'obligation de participation financière en prévoyance s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2025. En santé, la participation s'imposera aux employeurs territoriaux à compter du 1er janvier 2026.

Sans attendre que la participation soit obligatoire, dès le 1er août 2023, Tours Métropole Val de Loire a décidé de verser une participation financière aux agents ayant souscrit des contrats de complémentaire santé et de prévoyance labellisés pour un coût 2025 estimé à 170.000 € (iso périmètre).

- o Prévoyance : contrats labellisés, 10€/mois/agent
- o Santé : contrats labellisés, 15€/mois/agent

❖ **Egalité professionnelle femme/homme :**

Plan égalité professionnelle : la Métropole a adopté au mois de septembre 2024 un second plan « égalité professionnelle des femmes et des hommes » 2024-2026 dans l'optique d'améliorer la qualité de vie au travail au sein de la Tours Métropole Val de Loire et de favoriser l'égalité professionnelle autour de 4 axes : favoriser l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle, favoriser l'égalité salariale en poursuivant le traitement des écarts de rémunération & garantir l'égal accès aux grades et emplois, développer une sensibilisation sur l'égalité professionnelle et poursuivre l'amélioration des conditions de travail & de la qualité de vie.

Index égalité professionnelle et de la représentation équilibrée 2023 :

L'index de l'égalité femmes-hommes, introduit dans la fonction publique territoriale (FPT) en 2024, vise à mesurer et réduire les écarts de rémunération et de promotion entre les sexes.

Il repose sur quatre indicateurs principaux, notés sur 100 points. Les résultats obtenus doivent être supérieurs ou égaux à une cible fixée à 75 points. Il s'établit pour Tours Métropole Val de Loire à 97/100 :

1. Écart global de rémunération entre femmes et hommes pour les fonctionnaires (48/50 points) et pour les agents contractuels (14/15 points).
2. Écart des taux de promotion de grade entre les sexes (25/25 points).
3. Représentation du sexe sous-représenté parmi les dix agents ayant les plus hautes rémunérations (10/10 points) .

Les collectivités concernées (plus de 40 000 habitants et au moins 50 agents) doivent publier cet index chaque année avant le 30 septembre, ainsi que les mesures correctives mises en œuvre. En cas de non-publication ou de score insuffisant sur plusieurs années, des sanctions financières peuvent être appliquées

❖ **Le télétravail :**

Adopté par le Conseil Métropolitain le 17 décembre 2020, le télétravail de droit commun déployé en septembre 2021 a évolué dans ses modalités en 2023.

Les agents métropolitains disposant d'une autorisation de télétravail bénéficient d'une d'indemnité de 2,88 € par jour de télétravail dans la limite de 198,72 € par an et pour 69 jours au maximum. Le budget 2025 prévoit une enveloppe équivalente à 2024 de 30.000 €.

8. Annexes

8.1 Hypothèses de la prospective budgétaire du budget principal

Fonctionnement		Principales hypothèses	Evolution annuelle
Recettes	70 Produits des services	Légère progression anticipée	+1%
	73 /731 Fiscalité	Ralentissement du dynamisme observé par le passé	+1%
	74 Dotations Etat	Diminution au même rythme que les années passées	-1%
	75 et 77 Autres recettes	Niveau limité à 6,2M€ / an par rapport aux montants effectivement perçus (13M€ en 2024) car absence de prévisibilité sur certaines données.	
	042 Opérations d'ordre	Reprise plans d'amortissements existants et intégration d'1/20ème subventions perçues en N-1	-
	002 Résultat reporté	Selon résultats déterminés par la prospective de N-1	-
Dépenses	012 Personnel	Effectif constant : les créations de postes sont compensées par des suppressions	+2,5%
	Charges de gestion courantes	011 Charges à caractère général	+2%
		65 Autres charges de gestion courantes dont les subventions	0%
	Subvention SMT	Financement ligne 2 de Tram, selon la prospective du SMT : de 3M€ en 2025 à 14M€ en 2030	-
	042 Opérations d'ordre	Reprise plans d'amortissements existants et intégration d'1/30ème subventions perçues en N-1	-

Chapitre	2024	* Crédits 2025	2025	2026	2027	2028
70 Produits des services	21,4	21,0	21,0	21,2	21,4	21,6
73 et 731 Impôts et taxes	174,3	174,5	174,5	176,2	178,0	179,8
74 Dotations	51,0	49,4	49,4	48,9	48,4	47,9
75 Autres produits de gest. courante	9,9	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Autres recettes réelles	3,0	0,2	1,2	1,2	1,2	1,2
Total Recettes réelles	259,7	249,2	251,1	252,6	254,1	255,6
042 Opérations d'ordre	6,9	7,0	6,7	7,0	7,4	7,5
002 Résultat reporté	25,1	30,7	30,7	21,0	20,1	10,9
Total Recettes de fonctionnement	291,7	286,9	288,5	280,6	281,6	274,0

Chapitre	2024	* Crédits 2025	2025	2026	2027	2028
011 Charges à caractère général	66,1	68,2	67,5	68,9	70,2	71,6
012 Charges de personnel	73,4	76,6	75,2	77,1	79,0	81,0
014 Atténuations de produits	49,5	47,3	44,1	44,1	44,1	44,1
65/6586 Autres charges de gest. Courante hors *	22,0	29,2	27,7	27,7	27,7	27,7
* Subvention SMT	0,0	3,0	3,0	3,0	8,5	14,0
66 Charges financières	2,3	3,1	3,2	4,2	5,8	7,7
Autres dépenses réelles	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total Dépenses réelles	213,7	227,4	220,9	225,1	235,5	246,3
042 Opérations d'ordre	38,2	37,0	36,2	35,4	35,3	34,9
Total dépenses de fonctionnement	251,9	264,4	257,0	260,5	270,7	281,1

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) telle qu'anticipée avec ces hypothèses est la suivante :

	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028
Evolution DRF	3,4%	1,9%	4,6%	4,6%

Ces évolutions sont supérieures aux objectifs définis par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027, mais sont liées à la prise en considération des hypothèses, avec plus particulièrement les contributions au SMT.

Investissement		Hypothèses
Recettes	Emprunts	Selon besoin de financement pour les dépenses d'équipement et pour le maintien d'un fond de roulement minimum de 20M€. Simulation des remboursements sur une durée de 20 ans avec un taux de 3,5% / an.
	13246 AC communes	Selon prévision 2025, puis stables
Dépenses	Dépenses d'équipement	Dépense annuelle de 90M€ + besoin de financement du SMT. Ce niveau anticipé de dépenses s'explique par le taux d'exécution atteint en 2024 (77% du BP2024) et l'importance des AP/CP sur les années à venir.
	001 / 1068 solde	Selon résultats déterminés par prospective en N-1

Chapitre	2024	* Crédits 2025	2025	2026	2027	2028
10222 FCTVA	7,6	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0
10226 Taxe d'aménagement	4,4	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
16 Emprunt	28,4	44,1	34,0	47,7	57,9	65,6
13246 AC des communes	11,5	13,6	13,6	13,6	13,6	13,6
13241 Fonds de concours communes	1,9	4,3	1,7	1,7	1,7	1,7
13 Subventions	9,6	12,5	11,7	9,9	9,9	9,9
Autres recettes réelles	3,6	5,6	2,2	2,2	2,2	2,2
Total Recettes réelles	67,0	92,2	75,2	87,1	97,3	105,0
040 Opérations d'ordre	38,2	37,0	36,2	35,4	35,3	34,9
001 Solde reporté	5,0	0,0	0,0	0,0	0,9	10,0
1068 Excédents capitalisés	0,0	9,1	9,1	10,5	0,0	0,0
Total Recettes d'investissement	126,2	140,3	120,4	133,0	133,4	149,9

Chapitre	2024	* Crédits 2025	2025	2026	2027	2028
10226 Revers. Taxe d'aménagement	5,6	5,3	6,0	6,0	6,0	6,0
16 Emprunt	13,3	13,6	14,1	15,1	16,3	16,7
20, 21, 23 Dépenses d'équipement hors 204	65,6	96,3	70,0	70,0	70,0	70,0
204 Subventions d'équipement hors **	25,5	25,0	20,0	20,0	20,0	20,0
** subvention SMT	0,0	2,5	2,5	2,0	2,2	0,2
S/Total dépenses d'équipement	91,1	123,8	92,5	92,0	92,2	90,2
Autres dépenses réelles	2,3	2,0	2,5	1,5	1,5	1,5
Total Dépenses réelles	112,4	144,7	115,1	114,6	116,0	114,4
040 Opérations d'ordre	6,9	7,0	6,7	7,0	7,4	7,5
001 Solde reporté	0,0	9,1	9,1	10,5	0,0	0,0
Total Dépenses d'investissement	135,2	162,8	130,9	132,2	123,4	121,9

8.2 Hypothèses de la prospective budgétaire des budgets annexes

Les principales hypothèses :

Fonctionnement		Hypothèses	Evolution annuelle
Recettes	Recettes usagers	Assainissement : évolution tarifaire +2,5% / an, mais diminution consommation.	+1%
		Eau : harmonisation prix de l'Eau jusqu'en 2028.	+2% jusqu'en 2028 puis +1%
Dépenses	Personnel	Effectif constant : les créations de postes sont compensées par des suppressions	+2,5%
	Charges de gestion courantes	Charges à caractère général, reversements redevances Agence de l'Eau, perte sur créances irrécouvrables etc.	De 0% à +2%

Investissement		Hypothèses
Recettes	Nouveaux Emprunts	Selon besoin de financement lié au programme annuel d'investissement et afin de maintenir un fond de roulement minimum de 8M€
Dépenses	Dépenses d'équipement	Assainissement : 12M€ + dévoiement réseaux Pluvial (25M€) et Assainissement (8M€) pour ligne 2 Tram.
		Eau : 12M€ + Dévoiement réseaux pour ligne 2 Tram (10M€) + Nouvelle Usine (25M€) + Locaux techniques St Cyr (5M€)

❖ Budget Assainissement

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
70 Produits des services	24,1	23,9	23,7	23,9	24,2	24,4	24,7	24,9
74 Dotations	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
75 Autres produits de gest. courante	0,3	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
77 Produits exceptionnels	0,7	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
78 Reprises sur provisions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013 Atténuations de charges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes réelles	25,9	25,1	25,1	25,2	25,4	25,6	25,9	26,1
042 Opérations d'ordre	1,5	1,8	1,6	1,8	2,3	2,6	2,6	2,7
002 Résultat reporté	4,7	5,4	5,4	6,6	7,1	7,2	6,9	6,0
Total Recettes de fonctionnement	32,1	32,3	32,1	33,6	34,9	35,4	35,4	34,8

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
011 Charges à caractère général	9,9	10,6	9,8	10,0	10,2	10,4	10,7	10,9
012 Charges de personnel	5,4	5,9	5,5	5,7	5,8	6,0	6,1	6,3
014 Atténuations de produits	3,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
65 Autres charges de gest. courante	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
66 Charges financières	0,6	1,0	0,8	1,0	1,3	1,6	2,0	2,3
67 Charges exceptionnelles	0,2	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
68 Dotations aux provisions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses réelles	19,3	19,1	17,6	18,2	18,9	19,5	20,2	20,9
042 Opérations d'ordre	7,4	8,0	7,9	8,1	8,6	9,0	9,2	8,9
Total dépenses de fonctionnement	26,7	27,1	25,5	26,3	27,5	28,5	29,4	29,8

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) telle qu'anticipée avec ces hypothèses est la suivante :

	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029	2029/2030
Evolution DRF	-8,61%	3,14%	3,63%	3,52%	3,51%	3,58%

Ces évolutions sont supérieures aux objectifs définis par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027, mais sont liées à la prise en considération des hypothèses avec en particulier l'augmentation des charges financières en lien avec le recours accru à l'emprunt (voir ci-dessous).

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
16 Emprunt	6,2	4,7	4,5	10,7	10,5	10,5	11,4	12,3
13 Subventions	2,0	8,0	6,5	16,7	7,2	1,7	1,7	1,7
Total Recettes réelles	8,2	12,7	11,0	27,4	17,7	12,2	13,1	14,0
040 Opérations d'ordre intersection	7,4	8,0	7,9	8,1	8,6	9,0	9,2	8,9
001 Solde reporté	0,0	3,9	3,9	0,4	0,0	0,0	0,3	1,2
1068 Excédents capitalisés	1,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0
Total Recettes d'investissement	17,4	26,0	22,7	35,9	26,5	21,4	22,6	24,1

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
16 Emprunt	1,6	1,9	1,9	2,5	2,9	3,3	3,8	4,2
20, 21, 23 Dépenses d'équipement	8,5	26,0	18,9	31,8	21,3	15,0	15,0	15,0
Total Dépenses réelles	10,2	27,9	20,8	34,3	24,2	18,3	18,8	19,2
040 Opérations d'ordre	1,5	1,8	1,6	1,8	2,3	2,6	2,6	2,7
001 Solde reporté	1,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0
Total Dépenses d'investissement	13,5	31,2	22,3	36,1	26,7	21,1	21,4	21,9

❖ Budget Eau

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
70 Produits des services	22,8	24,8	24,6	24,2	24,7	25,2	25,4	25,7
75 Autres produits de gest. courante	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
77 Produits exceptionnels	0,5	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
78 Reprises sur provisions	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes réelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Recettes réelles	23,8	25,2	25,2	24,8	25,3	25,7	26,0	26,3
042 Opérations d'ordre	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
002 Résultat reporté	2,4	8,6	8,6	8,1	8,1	8,1	8,2	8,3
Total Recettes de fonctionnement	26,6	34,2	34,1	33,2	33,7	34,2	34,5	34,9

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
011 Charges à caractère général	4,5	6,2	5,5	5,6	5,7	5,8	5,3	5,4
012 Charges de personnel	5,2	5,7	5,3	5,5	5,6	5,7	5,9	6,0
014 Atténuations de produits	2,4	5,2	5,1	3,7	3,8	3,8	3,9	3,9
65 Autres charges de gest. courante	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
66 Charges financières	0,3	0,6	0,6	1,0	1,7	2,3	2,6	2,8
67 Charges exceptionnelles	0,2	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
68 Dotations aux provisions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses réelles	12,9	18,6	17,1	16,4	17,5	18,4	18,3	18,8
042 Opérations d'ordre	5,1	5,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,7	6,9
Total dépenses de fonctionnement	18,0	23,9	22,4	21,9	23,4	24,8	25,0	25,7

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) telle qu'anticipée avec ces hypothèses est la suivante :

	2024/2025	2025/2026	2026/2027	2027/2028	2028/2029	2029/2030
Evolution DRF	33,04%	-4,07%	6,21%	5,09%	-0,34%	2,83%

Ces évolutions sont inférieures ou supérieures aux objectifs définis par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027, mais sont liées à la prise en considération des hypothèses avec en particulier l'augmentation des charges financières en lien avec le niveau de recours à l'emprunt (voir ci-dessous).

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
16 Emprunt	7,3	7,5	7,5	20,8	21,2	12,0	7,0	7,4
13 Subventions	0,2	1,4	1,4	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Total Recettes réelles	7,5	8,9	8,9	21,6	22,0	12,8	7,8	8,2
040 Opérations d'ordre	5,1	5,3	5,3	5,5	6,0	6,5	6,7	6,9
001 Solde reporté	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1068 Excédents capitalisés	7,6	0,0	0,0	3,5	3,2	2,1	1,2	1,2
Total Recettes d'investissement	20,2	15,6	14,5	30,6	31,1	21,4	15,7	16,3

Chapitre	2024	Crédits 2025	2025	2026	2027	2028	2029	2030
16 Emprunt	1,5	1,7	1,8	2,1	2,6	3,1	3,4	3,6
20, 21, 23 Dépenses d'équipement	10,4	22,7	16,0	27,8	27,2	17,0	12,0	12,0
Total Dépenses réelles	11,9	24,5	17,8	29,9	29,8	20,1	15,4	15,6
040 Opérations d'ordre	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
001 Solde reporté	7,6	0,0	0,0	3,5	3,2	2,1	1,2	1,2
Total Dépenses d'investissement	19,8	25,8	18,1	33,8	33,3	22,6	16,9	17,2